



Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit
Fondation pour la collaboration confédérale
Fondazione per la collaborazione confederale
Fundaziun per la collavuraziun federala

Documentation relative à l'évolution du fédéralisme 2013

Introduction	2
Tableau I Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2013	3
Tableau II Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importants pour les cantons en 2013	7
Tableau III Évolution du fédéralisme en 2013 du point de vue des cantons : synthèse	10
Tableau IV Projets et textes des cantons en 2013	18
Tableau V Projets de la Confédération en consultation politiquement importants pour les cantons en 2013 : évaluation par les secrétariats des conférences	21
Tableau VI Projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les Cantons en 2013 : évaluation par les secrétariats des conférences	54
Tableau VII Liste des interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2013	126

Introduction

En juin 2014, la Fondation pour la collaboration confédérale (Fondation ch) publie un rapport pluriannuel de monitoring qui analyse l'évolution du fédéralisme entre 2011 et 2013.

Les analyses concernant l'exercice 2013 font partie intégrante de ce rapport pluriannuel; il n'y a donc pas de rapport annuel séparé. Cependant, comme pour les précédents exercices, les conférences intercantionales, et – comme en 2012 – les cantons, ont fait part de leur appréciation de l'évolution du fédéralisme. Afin de permettre aux personnes et institutions intéressées de disposer comme les années précédentes de ces évaluations et de consulter cette documentation en cas de besoin ; une compilation en a été faite.

Les tableaux I et II contiennent chaque fois les projets législatifs et réglementaires fédéraux importants pour les cantons sous l'angle du fédéralisme. Le tableau I répertorie les procédures de consultation closes en 2013), le tableau II les projets d'actes législatifs fédéraux avec potentiel conflictuel Confédération-cantons analysés en 2013. Les cantons ont été priés de répondre à un questionnaire d'évaluation en sélectionnant dans ces tableaux chaque fois les cinq affaires qui avaient eu le plus d'incidences pour eux, avec possibilité de rajouter dans chaque rubrique deux affaires importantes sous l'angle du fédéralisme qui n'auraient pas figuré dans un de ces tableaux.

Le tableau III recense les dix projets le plus souvent cités par les cantons et l'évaluation globale du fédéralisme par les 25 cantons ayant participé à l'enquête.

Le tableau IV est une synthèse des réponses des cantons qui comprend chaque fois dix affaires citées le plus fréquemment par les cantons en réponse à la question 2. Elle reflète le dynamisme déployé en 2013 par les cantons dans les domaines relevant de leur compétence exclusive, de leur compétence commune avec la Confédération ou encore de leur compétence de mise en œuvre du droit fédéral.

Le tableau V récapitule l'évaluation des procédures de consultation, sous forme de consultation ordinaire ou d'audition, achevées en 2013 et politiquement importantes pour les cantons. Elles ont été évaluées par les secrétariats des conférences des directeurs.

Le tableau VI récapitule les mêmes objets sous l'angle de l'évaluation des projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importants pour les cantons. Cette appréciation des conférences porte sur les étapes ultérieures du processus législatif, y compris la phase parlementaire

Le tableau VII récapitule les interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons déposées en 2013 et sélectionnées pour analyse sous l'angle du fédéralisme.

Tableau I

Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2013

<i>Délai</i>	<i>Département / Projet</i>
	ChF
Audition 19.07.2013	Révision partielle de l'ordonnance du 24 mai 1978 sur les droits politiques (ODP; révision des dispositions relatives au vote électronique)
30.06.2013	Révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques
08.04.2013	Révision partielle de la loi sur la consultation
	DFAE
28.11.2013	(+ <i>EJPD / WBF</i>) Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) du 21 juin 1999 à la Croatie
13.12.2013	Projet de mandat de négociation sur des questions institutionnelles
12.09.2013	LF sur la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées
08.04.2013	Convention internationale des Nations Unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, du 20 décembre 2006
	DFI
Audition 30.08.2013 Audit. Conf. 25.10.2013	Modification de l'Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population
Audition 14.06.2013	Ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux (ordonnance sur les relevés statistiques)
03.06.2013	Initiative populaire « pour une caisse publique d'assurance-maladie » et contre-projet indirect
Audition 18.03.2013	Révision partielle de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal)
22.03.2013	LF sur l'enregistrement des maladies oncologiques
Audition 05.03.2013	Révision dans le domaine des denrées alimentaires et des objets usuels
Audition 25 janvier 2013	Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (OLAF)
	DFJP
31.12.2013	Modification de la LF sur la poursuite pour dettes et la faillite (représentation professionnelle)
28.11.2013	Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) du 21 juin 1999 à la Croatie
14.10.2013	Etude stratégique Identification électronique
15.11.2013	Reprise et mise en œuvre du règlement Dublin III et du règlement Eurodac (développements de l'acquis de Dublin/Eurodac)
Audition 15.10.2013	Ordonnance sur les armes (OArm)

Délai	Département / Projet
17.10.2013	Adaptations d'ordonnances en rapport avec la révision de la loi sur l'asile du 14 décembre 2012
30.08.2013	LF concernant l'amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes
07.10.2013	Restructuration du domaine de l'asile
Audition 15.09.2013	Adaptation du droit sur les documents d'identité
Audition 25.08.2013	Ordonnance sur le système central d'information (C-VIS) sur le système national d'information sur les visas (ORBIS)
05.09.2013	Modification des dispositions pénales en matière de corruption
01.07.2013	Modification de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA)
28.06.2013	Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité entre le droit international et le droit interne - Révision de la loi sur les droits politiques et de la Constitution fédérale
28.06.2013	Révision totale de la loi sur les amendes
31.05.2013	Loi fédérale sur la collaboration avec des autorités étrangères et la protection de la souveraineté suisse.
26.03.2013	Code civil (Modification relative à la forme authentique)
05.04.2013	Modification du CO (droit du registre du commerce et adaptation des droits de la société anonyme, de la société à responsabilité limitée et de la société coopérative) et du droit de la surveillance de la révision
14.02.2013	Loi fédérale sur le casier judiciaire informatique VOSTRA (Loi sur le casier judiciaire, LCJ)
	DDPS
17.10.2013	Modification à apporter aux bases légales en vue du développement de l'armée (mise en œuvre du rapport sur l'armée 2010)
24.06.2013	Révision totale de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé
15.06.2013	Loi sur le renseignement
	DFF
15.12.2013	Passage d'un système d'encouragement à un système d'incitation / Variantes d'un système d'incitation énergétique (anc. « Réforme fiscale écologique »)
21.11.2013	Modification de la LF sur l'imposition du tabac (LTab)
Délai + court 18.09.2013	Modification de la loi sur l'assistance administrative fiscale
Consult. Informelle 14.10.2013	Assurance séisme: propositions en vue d'une révision
30.09.2013	Révision du droit pénal fiscal
Audition 26.07.2013	Avenant à la Convention entre la Confédération suisse et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
10.07.2013	Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux
21.06.2013	Mesures visant à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse (3e réforme de l'imposition des entreprises) Rapport intermédiaire de l'organe de pilotage à l'attention du DFF
15.06.2013	Mise en œuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière (GAFI)
15.06.2013	Stratégie concernant la place financière - Obligations de diligence étendues pour empêcher l'acceptation de valeurs patrimoniales non fiscalisées. Révision de la loi sur le blanchiment d'argent
15.03.2013	Accord entre la Suisse et les Etats-Unis visant à faciliter la mise en œuvre de FATCA et projet de loi fédérale sur l'application dudit accord

Délai	Département / Projet
31.03.2013	Révision partielle de la loi sur les douanes
Audition 27.03.2013	Modification de l'ordonnance relative à une redevance sur le trafic des poids lourds (ORPL)
Audition 20.02.2013	LF sur l'abrogation de la Commission fédérale de remise de l'impôt fédéral direct
	DETEC
Audition 29.11.2013	modification de l'ordonnance sur l'énergie (OEne): mise en oeuvre de la l'initiative parlementaire 12.400 au niveau de l'ordonnance
30.11.2013	Modification de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (y compris les directives techniques sur les zones à bâtir et le complément au guide de la planification directrice)
22.11.2013	Modification de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion (OFDG)
31.10.2013	AF sur la libération des crédits du programme en faveur du trafic d'agglomération à partir de 2015
Audition 11.09.2013	Modification de l'ordonnance sur l'énergie (OEne ; taux et durée de la rétribution RPC, installations intégrées, date de mise en service, étiquette-énergie, dispositions pénales)
14.10.2013	Accord de coopération conclu avec l'Union européenne concernant la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite (Galileo et EGNOS)
30.09.2013	Révision de la LPE comme contre-projet à l'Initiative populaire fédérale « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte) »
20.10.2013	LF et O sur les résidences secondaires
Audition 13.09.2013	Rapport final du groupe d'experts Organisation infrastructure ferroviaire
14.08.2013	Complément à la loi sur les forêts dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique forestière 2020
15.08.2013	Refonte de la loi sur le transport de marchandises ; stratégie globale visant à encourager le transport ferroviaire de marchandises en Suisse sur tout le territoire
Audition 12.07.2013	Mise en œuvre du deuxième paquet de mesures de «Via sicura»
Audition 05.07.2013	Modifications d'ordonnances dans le cadre de l'adaptation de l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales et son financement
07.08.2013	Arrêté fédéral concernant le deuxième programme d'élimination des goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales et l'allocation des moyens financiers nécessaires
Audition 28.06.2013	Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse
Audition 11.04.2013	Révision partielle de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans d'installations électriques (OPIE)
15.05.2013	Modification de la loi sur le génie génétique (Intégration des résultats du PNR 59 et régions sans OGM) et ordonnance sur la coexistence
21.04.2013	Modification de la LF sur le transit routier dans la région alpine
Audition 28.02.2013	Plan sectoriel Transports, partie Infrastructure Rail. Audition au sujet des adaptations et compléments 2012
31.01.2013	Stratégie énergétique 2050
	DEFR
13.12.2013	Révision de la loi fédérale sur le service civil
Audition 28.06.2013	Dispositions d'exécution relatives à la Politique agricole 2014-2017
31.05.2013	Loi sur l'approvisionnement du pays (LAP)
Audition conférent.	Ordonnance sur les travailleurs détachés en Suisse

Délai	Département / Projet
08.05.2013	
Audition 07.05.2013	Révision partielle de l'ordonnance sur la maturité professionnelle fédérale (OMPr)
Audition 05.04.2013	Ordonnance sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications
Audition 05.04.2013	Annexe III de l'Accord du 21 juin 1999 sur la libre circulation des personnes (ALCP) - reconnaissance des qualifications professionnelles
14.02.2013	Révision totale de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire (loi sur les contributions à la formation)
	Commissions parlementaires
	CAJ-N
13.12.2013	lv.pa. extension des droits des lésés dans la procédure pénale militaire
22.02.2013	lv pa. réhabilitation des personnes placées par décision administrative
15.01.2013	lv.pa. loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
	CEATE-E
15.10.2013	lv.pa. délai d'assainissement des sites pollués
	CER-N
30.09.2013	lv.pa. contre-projet indirect à l'initiative populaire « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration! »
30.09.2013	lv.pa. prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits
18.03.2013	lv pa. marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection
	CIP-E
30.08.2013	lv.pa.pour une loi sur les Suisses de l'étranger
	CSEC-N
22.02.2013	Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
	CSS-N
18.10.2013	lv.pa. permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle.

Tableau II

Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importants pour les cantons en 2013

No	Titre
	Projets du Conseil fédéral
13.088	Loi sur la consultation. Modification
13.085	Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage. Initiative populaire
13.083	Loi sur l'assistance administrative fiscale. Modification
13.080	LAMal. Compensation des risques ; séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires
13.079	Pour une caisse publique d'assurance-maladie. Initiative populaire
13.077	LF sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Gothard
13.076	Loi fédérale sur les produits de construction. Révision totale
13.074	Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire
13.073	Double imposition. Convention avec la France
13.071	Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine
13.070	Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Adoption
13.068	Loi sur le transport de voyageurs (trains de supporters). Modification
13.064	Loi sur le renseignement civil. Modification
13.062	Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur. Risques biotechnologiques. Responsabilité, réparation
13.061	Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 09.3147 du groupe PDC/PEV/PVL : « Secret bancaire. Lutter à armes égales »
13.060	Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification
13.059	Protection des eaux. Modification
13.058	Initiative populaire sur les bourses d'études et révision totale de la loi sur les contributions à la formation
13.057	Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire
13.056	CP et CPM. Renvoi des étrangers criminels
13.055	Réforme fiscale écologique. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 06.3190
13.051	Diagnostic préimplantatoire. Modification Cst et loi sur la procréation médicalement assistée
13.048	Loi sur la radio et la télévision. Modification.
13.045	Construction et financement d'un corridor à 4 m sur les tronçons d'accès à la NLFA au Saint-Gothard
13.038	Loi fédérale sur la formation continue
13.037	Sécurité sociale. Convention avec les Etats-Unis d'Amérique
13.036	Service universel. Disposition constitutionnelle
13.034	Loi sur la protection de la nature et du paysage. Protocole de Nagoya.
13.032	Mise en œuvre simplifiée du <i>Foreign Account Tax Compliance Act</i> (FATCA)
13.031	Loi sur les étrangers. Modification. Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien ; systèmes d'information
13.030	Loi sur les étrangers. Modification. Intégration
13.029	Loi sur la transplantation. Révision partielle
13.027	Déplafonnement du pourcent de solidarité de l'assurance-chômage
13.026	Révision de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile
13.025	LF sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.
13.019	Stratégie de la protection de la population et de la protection civile 2015+
13.017	Prestations de sécurité privées fournies à l'étranger. Loi fédérale
13.013	Coopération policière transfrontalière. Convention avec l'Autriche et le Liechtenstein.

No	Titre
12.101	Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi
12.100	Personnes handicapées. Convention
12.099	Effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Accord
12.098	Contre l'immigration de masse. Initiative populaire
12.095	Loi fédérale sur la réduction du bruit émis par les chemins de fer. Révision
12.092	LAMal. Révision partielle. Réintroduction temporaire de l'admission selon le besoin
12.091	Jeux olympiques d'hiver Suisse 2022. Contributions de la Confédération
12.082	CP et CPM. Allongement des délais de prescription
12.080	Loi sur les produits thérapeutiques. Révision
12.079	Plan d'action "Recherche énergétique suisse coordonnée". Mesures pour les années 2013 à 2016
12.076	Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants. Initiative populaire. Modification du CP, CPM et du DPMIn
12.074	Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration! Initiative populaire
12.069	Compétence de conclure des traités internationaux. Application provisoire et traités de portée mineure
12.068	Initiative pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants. Initiative populaire
12.066	Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Approbation et mise en oeuvre
12.060	Simplification de la fiscalité des personnes physiques et pour un Etat allégé. Rapport du Conseil fédéral concernant le classement des motions 07.3607 et 08.3854
12.058	Double imposition. Convention avec l'Irlande
12.057	Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information
12.046	CP et CPM. Réforme du droit des sanctions
12.044	Convention d'Aarhus. Approbation
12.036	LIFD et LHID. Adaptation aux dispositions générales du code pénal
12.028	Loi sur les cartels. Modification
12.027	Surveillance de l'assurance-maladie sociale. Loi
12.026	LAMal. Modification
12.021	Politique agricole 2014-2017
12.020	Loi sur l'alcool. Révision totale
12.018	Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales. Adaptation
12.016	Initiative populaire "Pour les transports publics" et financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire FAIF
12.012	Disposition constitutionnelle relative à la desserte de base. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 05.3232
11.062	Oui à la médecine de famille. Initiative populaire
11.047	Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)
11.034	Loi sur les denrées alimentaires. Révision
11.030	6e révision de l'AI. Deuxième volet
11.023	Frais de formation et de perfectionnement. Imposition des frais. Loi
10.324	Loi sur la protection des eaux. Modification
10.052	Loi sur l'asile. Modification
08.047	Loi fédérale sur l'assurance-accident. Modification
	Projets du Parlement
12.485	Iv. pa. Taux spécial de TVA pour les prestations du secteur de l'hébergement. Prolongation
12.471	Iv. pa. Médicaments. Proroger une nouvelle fois les autorisations cantonales
12.400	Iv.pa. CEATE-N. Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros consommateurs
11.494	Iv.pa. Maury Pasquier Liliane. Participation aux coûts en cas de maternité. Egalité de traitement
11.473	Iv. pa. Compensation des risques / Introduire rapidement la compensation des risques
10.440	Iv.pa. CIP-E. Améliorer l'organisation et les procédures du Parlement

No	Titre
09.477	Responsabilité des sociétés pour les frais d'assainissement des sites contaminés
07.402	Iv. pa. Amherd Viola. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle. Consultation
04.472	Iv. pa. Garde de chevaux en zone agricole
03.465	Iv. pa. Maissen. Service public. Disposition constitutionnelle sur le service universel.
03.445	Iv.pa. Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection.

Tableau III

Évolution du fédéralisme en 2013 du point de vue des cantons : synthèse

1. Projets de la Confédération

Les cantons ont reçu trois listes d'affaires traitées au niveau de la Confédération considérées comme importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme :

- I. Liste des procédures de consultations achevées durant l'année 2013
- II. Liste des nouveaux projets d'actes législatifs proposés au cours de l'année 2013 par le Conseil fédéral et les commissions parlementaires
- III. Liste des ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur en 2013

Ils ont été priés, pour les rubriques 1.1, 1.2 et 1.3, de choisir dans la liste correspondante chaque fois les cinq affaires qui ont eu le plus d'incidences pour eux, puis d'évaluer ces projets selon les principes de la subsidiarité¹ et de l'équivalence fiscale², de l'autonomie cantonale³ et de la charge de travail pour leur canton pour la mise en oeuvre du droit fédéral.

Pour chacune de ces rubriques, les cantons pouvaient ajouter chaque fois deux affaires importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme qui n'auraient pas figuré dans la liste correspondante (projets no 6 et 7).

Dans le présent résumé figurent dans l'ordre décroissant chaque fois les 10 affaires citées le plus fréquemment par les cantons.

¹ **Principe de subsidiarité** : selon ce principe, les tâches publiques doivent être exécutées au niveau qui permet de les remplir au mieux. Ceci implique, pour les cantons, que la Confédération ne doit pas s'attribuer des tâches si les cantons disposent des compétences nécessaires pour les accomplir eux-mêmes et s'il n'existe pas une raison impérieuse d'unifier ces tâches (art. 5a et 43a Cst).

² **Equivalence fiscale** : selon ce principe, le cercle des bénéficiaire d'une prestation se recoupe avec celui qui en assume les coûts et qui prend les décisions y afférentes. Selon l'article 43a al. 2 et 3 Cst, cela signifie que la collectivité qui bénéficie d'une prestation en assure le financement et décide de la prestation..

³ **Autonomie** : selon l'article 47 Cst, la Confédération doit respecter l'autonomie des cantons, en leur laissant suffisamment de tâches propres, en respectant leur autonomie organisationnelle et en leur laissant des sources de financement suffisantes.

1.1 Projets les plus importants mis en consultation par la Confédération	
No du projet	Dénomination
No 1	Mesures visant à renforcer la compétitivité fiscale de la Suisse (3e réforme de l'imposition des entreprises).Rapport intermédiaire de l'organe de pilotage à l'attention du DFF
No 2	Modification de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (y compris les directives techniques sur les zones à bâtir et le complément au guide de la planification directrice)
No 3	Stratégie énergétique 2050
No 4	Restructuration du domaine de l'asile
No 5	LF et O sur les résidences secondaires
No 6	Révision partielle de la loi sur la consultation
No 7	Révision totale de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les contributions aux cantons pour l'octroi de bourses et de prêts d'études dans le domaine de la formation du degré tertiaire (loi sur les contributions à la formation)
No 8	Arrêté fédéral concernant le deuxième programme d'élimination des goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales et l'allocation des moyens financiers nécessaires
No 9	Projet de mandat de négociation sur des questions institutionnelles
No 10	Passage d'un système d'encouragement à un système d'incitation / Variantes d'un système d'incitation énergétique (anc. « Réforme fiscale écologique »)

Evaluation:														
Numéro du projet:	<u>Subsidiarité:</u> Atteinte à des compétences cantonales			<u>Respect de l'équivalence fiscale:</u>			<u>Autonomie:</u>				<u>Mise en œuvre:</u> Charge de travail pour le canton			
	Oui	Non	Sait pas	Oui	Non	Sait pas	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune
No 1 (21 cantons)	19	2		8	10	3 (vide)			21		11	7	2	1
No 2 (18 cantons)	14	3	1 (vide)	6	9	3 (vide)		1	15	1	13	3	1	
No 3 (15 cantons)	9	5		7	4	2 (1 vide)		2	11		8	4	1	
No 4 (14 cantons)	4	8		7	3	2 (vide)		5	6		4	5	4	
No 5 (12 cantons)	12			5	6	1 (vide)			4	7	7	3	1	
No 6 (11 cantons)	3	7	1 (vide)	8	1	2 (vide)	7	2	2		2	4	3	2
No 7 (11 cantons)	9	1	1 (vide)	4	5	2 (vide)		1	8	1		3	5	3
No 8 (9 cantons)	1	6	2 (vide)	7		2 (vide)		7				3	2	2
No 9 (8 cantons)	5	1	2 (vide)	3	1	3 (vide)	1	2	3			2	2	2
No 10 (7 cantons)	2	4	1 (vide)	3	3	1 (vide)		3	1	2	2	1	3	

1.2. Projets d'actes législatifs les plus importants du Conseil fédéral et du Parlement

No du projet	Dénomination
No 1	13.074 Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire
No 2	13.057 Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire
No 3	13.059 Protection des eaux. Modification
No 4	13.058 Stipendieninitiative und Totalrevision des Ausbildungsbeitragsgesetzes
No 5	13.079 Pour une caisse publique d'assurance-maladie. Initiative populaire
No 6	13.026 Révision de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile
No 7	07.402 Iv. pa. Amherd Viola. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle. Consultation
No 8	13.018 Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral
No 9	13.036 Service universel. Disposition constitutionnelle
No 10	13.032 Mise en œuvre simplifiée du <i>Foreign Account Tax Compliance Act</i> (FATCA)

Evaluation:														
Numéro du projet:	<u>Subsidiarité:</u> Atteinte à des compétences cantonales			<u>Respect de l'équivalence fiscale:</u>			<u>Autonomie:</u>				<u>Mise en œuvre:</u> Charge de travail pour le canton			
	Oui	Non	Sait pas	Oui	Non	Sait pas	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune
No 1 (18 cantons)	10	8		7	7	3 (2 vide)		5	11	2	7	5	1	1
No 2 (18 cantons)	17	1		4	13	1 (vide)		1	3	14	2	4	8	3
No 3 (12 cantons)	6	5	1 (vide)	5	7			4	5	2	3	4	5	
No 4 (12 cantons)	9	3	1 (vide)	6	5	1 (vide)		4	6	1	2	4	4	1
No 5 (12 cantons)	1	9	2 (vide)	8	2	2 (vide)	1	5	3	1	3	2	4	1
No 6 (10 cantons)	5	5		5	4		1	5	2		3	2	3	
No 7 (10 cantons)	10			2	7	1 (vide)		1	8			5	2	1
No 8 (8 cantons)	4	3	1 (vide)	6	1	1 (vide)		5	1	1		2	2	2
No 9 (8 cantons)	6		2 (vide)		6	2 (vide)		1	6		5	1	2	
No 10 (6 cantons)	2	4		4	1	1 (vide)		3	1	2	1	1	2	2

1.3. Ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur au cours de l'exercice analysé dans le rapport

No du projet	Dénomination
No 1	Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (OLAF) du 3 juillet 2013 (RS 832.103)
No 2	Ordonnance 2 sur l'asile relative au financement (Ordonnance 2 sur l'asile, OA 2) Modification du 7 décembre 2012 (RS 142.312)
No 3	Ordonnance sur l'indemnisation du trafic régional des voyageurs (OITRV) Modification du 29 mai 2013 (RS 745.16)
No 4	Ordonnance sur les résidences secondaires, modification du 18 octobre 2013 (RS 702)
No 5	Ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE) Modification du 7 décembre 2012 (RS 142.205)
No 6	Ordonnance relative à la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (Ordonnance sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation, O-LERI) Modification du 14 août 2013 (RS 420.11)
No 7	Ordonnance sur les forêts (OFo) Modification du 14 juin 2013 (RS 921.01)
No 8	Ordonnance sur les parts cantonales dans les indemnités et les aides financières pour le trafic régional (OPCTR) Modification du 29 mai 2013 (RS 742.101.2)
No 9	Ordonnance sur l'approvisionnement en électricité (OApEI) Modification du 30 janvier 2013 (RS 734.71)
No 10	Ordonnance 2 sur l'asile relative au financement (Ordonnance 2 sur l'asile, OA 2) Modification du 7 décembre 2012 (RS 142.312)

Evaluation:														
Numéro du projet:	<u>Subsidiarité:</u> Atteinte à des compétences cantonales			<u>Respect de l'équivalence fiscale:</u>			<u>Autonomie:</u>				<u>Mise en œuvre:</u> Charge de travail pour le canton			
	Oui	Non	Sait pas	Oui	Non	Sait pas	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune
No 1 (12 cantons)	7	4	1 (vide)	8	2	2 (vide)	5	4	3		3	6	3	
No 2 (12 cantons)	5	4	3 (vide)	4	5	3 (vide)		4	4		3	4	1	
No 3 (11 cantons)	3	7	1 (vide)	7	3	1 (vide)	1	6	3		2	3	4	1
No 4 (10 cantons)	9	1	1 (vide)	3	6	1 (vide)		1	5	2	6	1	2	
No 5 (10 cantons)	6	4		5	4	1 (vide)		5	4		3	6	2	
No 6 (9 cantons)	1	6	2 (vide)	6	1	2 (vide)	1	5	1		1	2	4	
No 7 (9 cantons)	1	7	1 (vide)	6	1	2 (vide)	4	3	1		1	3	3	1
No 8 (9 cantons)	2	7		7	2			7	1	1	1	1	3	4
No 9 (7 cantons)		6		4	2			6					2	4
No 10 (7 cantons)	3	3		5	1			4	1	1		1	4	1

3. Appréciation globale de l'évolution du fédéralisme

3.1. De manière générale, quel est selon vous, sur cette échelle, le degré de respect des principes du fédéralisme par la Confédération au cours de l'exercice analysé dans ce questionnaire? (Moyenne: 5.8)

Très bas 1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très élevé 10
			5 cantons	6 cantons	4 cantons	9 cantons	1 canton		

3.2. Par rapport à l'année précédente, dans quelle mesure ce degré de respect des principes du fédéralisme a-t-il évolué?

Fortement péjoré	Plutôt péjoré	Inchangé	Plutôt amélioré	Fortement amélioré
	3 cantons	21 cantons	1 canton	

Tableau IV

Projets et textes des cantons en 2013

Staat / État / Stato	
Gemeindestrukturreform (GSR) zur Stärkung der Gemeinden durch freiwillige Gemeindefusionen	UR
Wahlverfahren für den Kantonsrat	SZ
Proporzgesetz; Einführung System Doppelter Pukelsheim	NW
Verwaltung / Administration / Amministrazione	
Revision Personalgesetz	ZG
Modification de la loi sur le statut de la fonction publique	NE
Verwesentlichung der Rechtsetzung	GL
Integration / Intégration / Integrazione	
Loi sur l'intégration des étrangers	NE
Kantonales Integrationsprogramm	AG
Verfahren / Procédure / Procedimento	
Teilrevision Verwaltungsrechtspflegegesetz und Erlass einer Verordnung über die elektronische Übermittlung im Verwaltungsverfahren	ZG
Erlass Einführungsgesetz zum SchKG	GR
Familie / Famille / Famiglia	
Adoptions- und Pflegekinderverordnung (APV)	AI
Revision des Gesetzes über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches; neues Erwachsenenschutz-, Personen- und Kindesrecht	SO
Straf- und Massnahmenvollzug / Exécution des peines et mesures / Esecuzione delle pene e delle misure	
L 11272 - Loi ouvrant un crédit d'investissement de 69 954 000 F en vue de l'agrandissement de 100 places de l'établissement de La Brenaz et de son équipement en établissement de détention administrative	GE
Loi sur les établissements de détention	JU
Loi sur l'exécution des peines et mesures	JU
Ausbildung / Formation / Formazione	
Änderung der Schulverordnung (Neuregelung der Kompetenzen von Schulrat und Schulleitung)	UR
Loi sur le sport	NE
Kantonales Sportförderungsgesetz	GR
Loi sur les aides à la formation	NE
L 11053 - Loi modifiant la loi sur l'instruction publique (inscription de l'HEID comme institution de niveau tertiaire)	GE
L 10977 - Loi sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale - Genève (HES-SO Genève)	GE
Lehrplan 21	BL
Gesetz vom 14. Juni 2005 über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung. Änderung (BerG; BSG 435.11)	BE

Sicherheit / Sécurité / Sicurezza	
Gesetz über den Bevölkerungsschutz im Kanton Graubünden	GR
Gesetz über den Zivilschutz im Kanton Graubünden	GR
Modification de la loi sur la protection de la population et la protection civile	JU
Änderung des Polizeigesetzes	UR
Änderung des Gesetzes über die Polizei (Regelung der verdeckten Ermittlung und der verdeckten Fahndung im Vorfeld von Strafverfahren)	LU
Modification de la loi sur la police cantonale	FR
Finanzwesen / Finances / Finanze	
Finanzausgleichsreform	GR
Teilrevision Steuergesetz 2015 (Umsetzung Bundesrecht und Sanierung Kantonsfinanzen)	SZ
Entlastungsprogramm 2014-2017	SZ
Neues Gesetz über den kantonalen Finanzhaushalt	SZ
NPR 16+ (évaluation NPR-interreg et évaluation outil exonérations fiscales)	VS
Modification de la loi sur les impôts cantonaux directs	FR
Arrêté constatant la validité matérielle de l'initiative populaire « Pour l'imposition à la source des travailleurs frontaliers »	JU
Steuergesetz vom 21. Mai 2000. Änderung (StG ; BSG 661.11)	BE
Raumplanung / Aménagement du territoire / Pianificazione del territorio	
Gebietsreform	GR
Revision RPG : Umsetzung im Kanton Aargau	AG
Totalrevision des kantonalen Planungs- und Baugesetzes	SG
Umsetzung RPG 1	ZH
Loi concernant l'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LCAT)	VS
Revision Planungs- und Baugesetz mit Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der Baubegriffe	LU
Wasser / Eau / Acqua	
Neues Wassergesetz	BS
Gesetz vom 14. Februar 1989 über Gewässerunterhalt und Wasserbau. Änderung (WBG; BSG 751.11)	BE
Verkehr / Transports / Trasporti	
Totalrevision des Strassengesetzes	UR
Gesundheitswesen / Santé / Sanità	
Umsetzung der Kantonalisierung der Spitalfinanzierung	AG
II. Nachtrag zum Gesetz über die Pflegefinanzierung	SG
Loi sur les établissements et institutions sanitaires	VS
Loi sur les soins de longue durée	VS
Révision de la loi sur la santé publique	VD
Krankenversicherung / Assurance-maladie / Assicurazione malattie	
Änderung der Verordnung zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung ; Abrufverfahren für die Prämienverbilligung	UR
Nachträge EG KVG	OW
Totalrevision Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung	AG

Änderung des Zusatzleistungsgesetzes und des Einführungsgesetzes zum Krankenversicherungsgesetz (Direktüberweisung Pauschalbetrag für die obligatorische Krankenpflegeversicherung, vgl. Vorlage KR Nr. 4876 vom 21. März 2012)	ZH
Modification de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie	FR
Teilrevision Krankenversicherungsgesetz ; Anpassung der individuellen Prämienverbilligung	NW
Zweite Säule / Deuxième pilier / Secondo pilastro	
Gesetz über die Zuger Pensionskasse	ZG
Verordnung über die Versicherungskasse	AI
Neues Gesetz über die Pensionskasse	SZ
Pensionskassengesetz AR	AR
Sozialhilfe / Aide sociale / Assistenza sociale	
Teilrevision Sozialhilfe- und Präventionsgesetz: Massnahmen zur Sicherstellung genügender Asylunterkünfte	AG
PL 11326 - Projet de loi modifiant la loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales (LRD)	GE
Teilrevision des Sozialgesetzes - Anpassung an die Änderung vom 18. März 2011 des Bundesgesetzes über die Familienzulagen (FamZG)	SO
Wirtschaft / Économie / Economia	
Entwurf der Volkswirtschafts- und Gesundheitskommission zum Gesetz über den Vollzug des Bundesgesetzes gegen die Schwarzarbeit sowie die Einsetzung der tripartiten Kommission (Ersatz des geltenden Gesetzes über die Bekämpfung der Schwarzarbeit, GSA); Parlamentarische Initiative 2013/151 von Christoph Buser und Daniel Mürger	BL
Tourismusförderungsgesetz	NW
Landwirtschaft / Agriculture / Agricoltura	
Agrarpolitik 2014-2017; Revision Landwirtschaftsgesetz und Landwirtschaftsverordnung sowie Gesetz über die Abgeltung ökologischer Leistungen und Verordnung dazu	SG
Kantonales Landwirtschaftsgesetz	GL
Kantonales Waldgesetz vom 5. Mai 1997. Änderung vom 18. März 2013 (KWaG; BSG 921.11)	BE
Verschiedenes / Divers / Varie	
Revision Verordnung über das Grundbuch	AI
Kulturlandinitiative (Umsetzungsvorlage)	ZH
Gesetz über das Meldewesen und die Einwohnerregister (MERG) Vernehmlassungsvorlage vom 11. Dezember 2013	ZH
Änderung EG zum Tierschutz- und Tierseuchengesetz (Neuorganisation Veterinärdienst)	GL
Gesetz vom 9. Dezember 2009 über die Förderung des preisgünstigen Mietwohnungsangebots. Änderung (PMG; BSG 854.15)	BE
Konkordaten / Concordats / Concordati	
Revision des Konkordats gegen Gewalt anlässlich Sportveranstaltungen	ZG
Stipendienkonkordat	SG
Gesetz über den Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung über den schweizerischen Hochschulbereich	ZH
Loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures	VS
Loi d'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles	VS

Adhésion à la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives	FR
Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung über den schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulkonkordat) (NEU)	BE
Adhésion à la convention portant révision du concordat sur les entreprises de sécurité	FR

Tableau V

Projets de la Confédération en consultation politiquement importants pour les cantons en 2013 : évaluation par les secrétariats des conférences

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Teilrevision BG über die politischen Rechte	BK SSK, KKJPD	Ja	Ja	Ja, Eigenständigkeit könnte je nach Regelung tangiert werden	Kantonale Umsetzungsautonomie dürfte vermehrt eingeschränkt werden (durch fixe Fristen)
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Siehe oben					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Teilrevision des Vernehmlassungsgesetzes (VIG)	BK KdK	Grande, vu l'importance de cette loi pour les cantons. Une procédure de consultation respectueuse des droits des instances consultées est en effet essentielle. Elle permet aux cantons de fournir des avis fondés à l'attention de la Confédération, de faire valoir leurs droits, défendre leurs intérêts et planifier la mise en oeuvre des lois fédérales ainsi adoptées.	Oui, mais trop tard. La Chancellerie fédérale a omis d'associer des représentants des cantons aux travaux rédactionnels du projet avant sa mise en consultation officielle. A saluer: la décision de la chancellerie de la Confédération d'accepter de prolonger le délai de consultation au 8 avril 2013.	Le projet de loi en tant que tel ne porte pas directement atteinte à ces principes. Mais s'il entre en vigueur dans la version proposée par le Conseil fédéral, tous les articles constitutionnels mentionnés dans les cadres gris du formulaire sont susceptibles d'être violés, directement ou indirectement, dans l'un ou l'autre cas d'application de la LCo. Exemple : un projet de loi important pour les cantons – parce qu'il réduit considérablement leur autonomie – est mis en consultation sous forme de conférence organisée dans un délai très court, et les cantons ne disposent pas du temps nécessaire pour se préparer, ni pour rendre des avis documentés, et encore moins pour prendre une position commune par le biais de la CdC.	<ul style="list-style-type: none"> • Non pour le premier point • La mise en œuvre de la LCo révisée – puis de son ordonnance d'exécution, sont directement applicables et ne requièrent pas de mesures de mise en œuvre particulières de la part des cantons

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Comme relevé ci-dessus, au vu de l'importance de ce projet pour les cantons, il est regrettable de ne pas les avoir associés de manière précoce aux travaux rédactionnels. Une fois le projet mis en consultation en revanche, un temps suffisant a été accordé – prolongé sur demande du secrétariat de la CdC – pour permettre à cette conférence d'organiser une prise de position commune des cantons.</p> <p>Celle-ci a été adoptée à Scuol le 22 mars 2013 par l'Assemblée plénière à l'unanimité des membres présents et a été envoyée à la Chancellerie fédérale le 25 mars. Les cantons y mentionnent qu'ils sont en principe favorables à la révision de la LCo et que le projet va dans la bonne direction. Cependant, il mérite d'être peaufiné, et ce en particulier concernant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une suppression cohérente de la procédure d'audition - L'ancrage dans la LCo du principe selon lequel un poids spécifique doit être accordé aux prises de position des cantons. Ceci en particulier lorsque les projets mis en consultation touchent aux intérêts des cantons ou doivent être mise en œuvre ultérieurement par ces derniers. Prévoir également dans la loi que ces prises de position et les questions de mise en œuvre et d'exécution figurent séparément dans le rapport sur les résultats de la consultation - Une réglementation claire pour des délais de consultation suffisants, propres à permettre aux cantons d'élaborer des prises de position substantielles - Des documents dans les trois langues officielles avant l'ouverture de la procédure de consultation, faute de quoi, cela revient à raccourcir de facto le délai de consultation pour les cantons concernés. 					
Verhandlungsmandat über institutionelle Fragen	EDA KdK	Festlegung institutionelle Ausgestaltung bestehender und künftiger Abkommen mit der EU	Ja; Konsultationsfrist vom 16.08. bis zum 13.12.2013	Ja	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Erfolgt nach Abschluss der Verhandlungen mit der EU</p>					
Protokoll III zur Ausdehnung des Freizügigkeitsabkommens vom 21. Juni 1999 auf Kroatien	EDA/ EJPD/ WBF KdK. KKJPD, VDK	Europapolitik & Migrationspolitik	Ja	Ja	

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch.</p>					
BG über die Sperrung und die Rückerstattung unrechtmässig erworbener Vermögenswerte	EDA KKIPD, KdK	Ausdehnung der Kompetenzen der Verwaltungsgerichte der Kantone betroffen; mehrheitlich Zusammenfassung der geltenden rechts	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch</p>					
Übereinkommen der Vereinten Nationen zum Schutz aller Personen vor dem Verschwindenlassen vom 20. Dezember 2006	EDA KKIPD, KdK	Schaffung eines ein Netzwerks von Koordinationsstellen (Bund und Kantone), um bei einem Verdacht auf Verschwindenlassen rasch den Aufenthaltsort der betroffenen Person zu klären.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Kantone haben sich erfolgreich gegen die Schaffung eines nationalen Registers gewehrt. Statt dessen Vernetzung der kantonalen Organe, die für Freiheitsbeschränkungen zuständig sind.</p>					
Eidgenössische Volksinitiative „Für eine öffentliche Krankenkasse“ und indirekter Gegenvorschlag	EDI GDK	Hoch	Ja	Volksinitiative (Verfassungsänderung)	Volksinitiative (Verfassungsänderung)
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Der indirekte Gegenvorschlag wurde nach der Vernehmlassung durch den Bundesrat zurückgezogen. GDK lehnt die Initiative „für eine öffentliche Krankenkasse“ mit 15 zu 9 Stimmen bei 2 Enthaltungen ab.</p>					
Änderung der Verordnung über die Versorgung der Bevölkerung mit Jodtabletten	EDI GDK, RK MZF, EnDK, KKJPD	Mittel	Ja	Fiskalische Äquivalenz in der Vorlage nicht eingehalten. Es war vorgesehen, die Kosten für die Abgabe von Jodtabletten teilweise den Kantonen zu auferlegen.	Kantonale Umsetzungsautonomie nur teilweise gewahrt, wobei dass gewisse Vollzugsvereinheitlichung von allen Seiten erwünscht war.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Nach Intervention GDK, Kantone + RK MZF wurde die Finanzierungslösung im Sinne der Kantone modifiziert.</p>					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
BG über die Registrierung von Krebserkrankungen	EDI GDK	Hoch Verbindung zwischen kantonalen Krebsregister und nationaler Auswertung herstellen. Finanzierung Kinderkrebsregister sicherstellen	Ja	Ja Damit die finanzielle Zusatzbelastung der Kantone reduziert wird, sollte der Bund nach Ansicht der GDK einen Teil der Koordinationsaktivitäten finanzieren, die vom nationalen Koordinationsorgan vorgegeben werden (Art. 14 Abs. 2). Nach unseren Berechnungen handelt es sich dabei um 10% der Kosten, die mit der Führung eines kantonalen Registers verbunden sind. Wir schlagen vor, Artikel 29 des Gesetzes in diesem Sinne zu ergänzen (neuer Absatz 3).	Noch offen
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Positiv: Mit der neuen Regelung können die Lücken des bestehenden Systems beseitigt werden. Sie setzt voraus, dass die Kantone kantonale Krebsregister führen, und legt sowohl die finanziellen Aspekte als auch die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen klar fest. Das neue Bundesgesetz beruht auf einem Drei-Säulen-Prinzip: Mindestdatensatz, Datensatz mit Zusatzdaten, Daten für die wissenschaftliche Forschung. Die Kantone sind sehr an der Einführung eines effizienten Monitoringsystems interessiert, das ihnen dabei behilflich ist, ihre Gesundheitspolitik zu evaluieren und die Planung der Versorgungsstrukturen im Zusammenhang mit den Krebserkrankungen zu steuern. Konfliktpunkte: Widerspruchsregelung vs. Zustimmungsregelung. Kantone für Widerspruchsregelung.</p>					
Änderung der VO über das Register der universitären Medizinalberufe	EDI GDK, EDK	Mittel	Ja	Ja	Ja. Da die Kantone, genauer gesagt, die für die Erteilung von Berufsausübungsbewilligungen zuständigen kantonalen Behörden ohnehin bereits Datenlieferanten sind, werden sie für die Nutzung der Standardschnittstelle mithin keine Gebühren zu entrichten haben

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Bundesinternen wie auch externen Stellen und Organisationen die gewünschte systematische Nutzung (im Gegensatz zu Einzelabfragen im Abrufverfahren) der öffentlich zugänglichen Daten des Medizinalberuferegisters über eine bereits bestehende Standardschnittstelle zu ermöglichen. Die GDK hat daher aus ihrer Sicht keine Einwände anzubringen. Die GDK muss es jedoch den Kantonen überlassen, aus ihrer Sicht der Praxis und der Zusammenarbeit mit dem Medizinalberuferegister zu beurteilen, ob die Revision im Einzelnen ihren Bedürfnissen gerecht wird.</p>					
VO über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenversicherung (VEZL)	EDI GDK	Erheblich	Aufgrund der Dringlichkeit einer Inkraftsetzung der Gesetzesänderung wurde die Frist zur Stellungnahme zu den Verordnungsbestimmungen ausgesprochen kurz angesetzt (wenige Tage). Aufgrund der auch von den Kantonen geforderten Dringlichkeit ist die kurze Frist nachvollziehbar.	Ja. Hoher Gestaltungsspielraum der Kantone bei der Umsetzung der Massnahme.	Ja

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
				<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Sinnvolle und angemessene Verordnungsbestimmungen zu einem Rahmengesetz, welches den Kantonen hohen Gestaltungsspielraum für die bedarfsgerechte Umsetzung gibt.</p>					
Teilrevision Statistikerhebungsverordnung und neue Datenverknüpfungsverordnung	EDI KdK , FDK, VDK	Hoch	Zu kurze Frist für Anhörung in einer komplexen Materie	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die EDK macht in der Vernehmlassung grundsätzliche Vorbehalte zu den Vollzugsbestimmungen betreffend die Datenverknüpfung: Diese müssen es den Kantonen erlauben, die für sie relevanten Datensätze zu verknüpfen bzw. die Ergebnisse der Verknüpfung von relevanten Datensätze durch das BFS zu nutzen (insbesondere: für das Bildungsmontoring). Dies ist mit der Vorlage nicht gegeben. Den Kantonen wird nicht der Status von Partnern, sondern von „Dritten“ zuerkannt. Beim grössten Teil der Daten des BFS im Bildungsbereich handelt es sich aber um kantonale Daten. Die Frage der Datenherrschaft ist dabei nicht geklärt. Die Vorbehalte wurden nicht berücksichtigt.</p>					
Erdbebenversicherung: Vorschläge für eine Regelung	EFD RK MZF	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	Kann noch nicht abschliessend beurteilt werden
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Gut, aber zeitliche Vorgaben (Fristen) herausfordernd</p>					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Abkommen zwischen der Schweiz und den USA zur erleichterten Umsetzung von FATCA und Entwurf für ein Bundesgesetz über die Umsetzung dieses Abkommens	EFD FDK KdK	Keine direkte oder indirekte Betroffenheit der kantonalen Finanzkompetenzen	Verkürztes Vernehmlassungsverfahren aufgrund des Zeitdrucks nachvollziehbar	Kantone aus finanzpolitischer Sicht nicht betroffen	Kantone aus finanzpolitischer Sicht nicht betroffen
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Es wird darauf hingewiesen, dass die Ratifizierung des Abkommens Grundsatzfragen zum steuerlichen Bankgeheimnis bzw. zu den Bedingungen für den Zugang zu Bankinformationen aufwirft. Ausserdem kann das Abkommen Auswirkungen auf die automatische Übernahme von EU-Recht durch die Schweiz haben.					
BG über die Aufhebung der Eidgenössischen Erlasskommission für die direkte Bundessteuer	EFD FDK	Zuständigkeit für den Erlass der DBSt wird vollständig in die Zuständigkeit der Kantone gelegt	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Nein, aber es handelt sich um die Verschiebung einer aufwandmässig sehr geringen (gesamtschweizerisch nur rund 50 Fälle) Aufgabe vom Bund an die Kantone • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Jein: Zwar müssen Instanzen und Verfahren für den Erlass der DBSt und der Kantons- & Gemeindesteuern identisch sein, was aber eine sachgerechte Vorschrift ist, da Umsetzungsalternativen nicht ersichtlich/sinnvoll sind.
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Der FDK-Vorstand beantragte am 11.01.2013 der FDK-Plenarversammlung vom 25.01.2013, der Vorlage zuzustimmen.					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
Übergang vom Förder- zum Lenkungssystem / Varianten eines Energielenkungssystems (vormals "Ökologische Steuerreform")	EFD FDK , EnDK	Lenkungsabgabe im Energie- und Klimabereich soll die Kantone im Bereich Fördermassnahmen finanziell und administrativ entlasten. Risiken für die Kantone in den Bereichen Mittelkonkurrenz und Haushaltsneutralität	Einbezug der FDK und der EnDK in die Projektarbeiten EFV und BFE war gewährleistet	<ul style="list-style-type: none"> • Ja, das Energielenkungssystem wird richtigerweise auf Stufe Bund geregelt. • Nein, eine Verfassungsgrundlage soll geschaffen werden • Ja • Ja, bzw. sollte nicht tangiert sein. 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Der Übergang vom Förder- zum Lenkungssystem ist im Bereich der Energie- und Klimapolitik ein bekanntes Anliegen der Kantone. Der vorliegende Grundlagenbericht konkretisiert diesen Übergang und liefert eine Diskussionsgrundlage für die Ausgestaltung des neuen Lenkungssystems. Die Vorstände von FDK und EnDK begrüßen diese Vorschläge. Das Vorhaben sollte im Rahmen einer Vernehmlassungsvorlage weiter konkretisiert werden. Der substanzielle Wechsel in Richtung Lenkungssystem der Variante 2 sollte dabei ebenso im Zentrum stehen wie die möglichst rasche plangemässe Reduktion und Abschaffung der Förderungsinstrumente (Übergangsvariante B). Entscheidend ist zudem, dass die Einnahmen der Energieabgabe der Bevölkerung und den Unternehmen vollständig zurückerstattet werden (über die Krankenkassenprämien bzw. entsprechend der AHV-Lohnsumme statt über die Steuern) und die Haushaltsneutralität der Kantone nach dem Übergang zu einem Lenkungssystem gewahrt bleibt.					
Änderung der Schwerverkehrsabgabeverordnung	EFD FDK , KKJPD, BPUK, VDK	Tief	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Eher technische Angelegenheit ohne Auswirkungen auf die föderalistische Ordnung.					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Änderung des Steueramtshilfegesetzes	EFD FDK KDK	Abwicklung der ausländischen Amtshilfebegehren kann die kantonalen Veranlagungsbehörden betreffen.	Nein; Stellungnahme lediglich im Rahmen einer verkürzten Vernehmlassung zwischen 14.08.2013 und 18.09.2013	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Die Kompetenzen in Amtshilfesachen sind geregelt • Nicht relevant • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Nicht relevant. Die Umsetzung erfolgt primär durch den Bund.

Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Die vorgeschlagenen Änderungen des StAHiG sind weniger rechtlich fragwürdig als vielmehr politisch (Gruppenanfragen, Amtshilfe aufgrund von gestohlenen Daten, Notifikationspflicht). Es zeigt sich, dass die Schweiz, will sie politisch nicht isoliert werden, nicht darum herumkommt, den internationalen Vorgaben, welche auch gegen den Finanzplatz Schweiz gerichtet sind, Rechnung zu tragen. Die FDK kann der Vorlage zustimmen.

Steuerbefreiung von Vereinen mit ideellem Zweck	EFD FDK	Die Vorlage betrifft die Harmonisierung der direkten Steuern	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja, keine neue Aufgabe • Ja • Nicht relevant • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja (nur formelle Harmonisierung. Bezüglich der Höhe der Abzüge wahren die Kantone ihren Spielraum)
--	--------------------------	--	----	--	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Der FDK-Vorstand behandelte am 28. Juni 2013 die Vernehmlassungsvorlage zur Steuerbefreiung von Vereinen mit ideellem Zweck. Er begrüsst das Anliegen der Vorlage und auch den Grundsatz, dass die kantonale Autonomie bei der Festsetzung des Maximalbetrags erhalten bleibt. Die Wahl der Lösungsmöglichkeit für die Umsetzung des Anliegens sollte aufgrund der Stellungnahmen der einzelnen Kantone nochmals überprüft werden. Mit diesem Vorbehalt zöge der Vorstand die erste Lösungsmöglichkeit vor, d.h. die Erhöhung der bestehenden Freigrenze im DBG.

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Revision des Steuerstrafrechts	EFD FDK	Betroffenheit im Bereich der Strafverfahren für direkte Steuern: Koordination der Strafverfahren, neue Untersuchungsmittel kantonaler Steuerbehörden	Ja (Vernehmlassungsfrist ausreichend). Ausserdem wurden auf technischer Ebene kantonale Fachkundige beigezogen.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja (Steuerharmonisierung, Art. 129 Abs. 1 BV) • Nicht relevant • Ja (vorbehältlich der neben stehenden Bemerkung) 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Es geht um eine Koordination des Steuerstrafrechts und damit um eine gewisse Harmonisierung. Eine höhere Umsetzungsautonomie (z.B. Wahlmöglichkeit der Kantone bei Vertretung der Anklage (Steuerbehörde oder Staatsanwaltschaft) wurde gefordert.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Eine Vereinheitlichung des Steuerstrafrechts ist überfällig. Die vorliegende Gesetzesvorlage stellt im Vergleich zum geltenden Rechtszustand einen erheblichen Fortschritt dar. Ihre Grundrichtung stimmt. Namentlich begrüsst die FDK die erweiterten Untersuchungsmittel zugunsten der kantonalen Steuerverwaltungen. Sie fordert jedoch, dass der Entscheid über deren Einsatz einem Verwaltungsgericht übertragen wird. Der Gesetzesentwurf bedarf zudem in Einzelbereichen noch der Überarbeitung.</p>					
Teilrevision des Zollgesetzes	EFD FDK	Enthält Regelungen zu den Schnittstellen zwischen GWK und Polizeibehörden der Kantone; regelt verdeckte Überwachungsmassnahmen des GWK	Ja	4xJa	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Kompetenzen des GWK im polizeilichen Bereich werden nach Auffassung der KKJPD in Art. 97 zu weit gezogen. Dasselbe gilt für verdeckte Untersuchungsmassnahmen. Die KKJPD hat beides in der Vernehmlassung beanstandet und wird mit der Eidg. Zollverwaltung in der Herbstversammlung 2013 eine Diskussion über die Grenzen der Delegation polizeilicher Aufgaben durch die Kantone ans GWK führen.</p>					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Anpassung Ausweisrecht	EJPD KKJPD, SSK	Kte stellen die ID-Ausweise aus. Vorkonsultation über elektronische ID-Nachweise betrifft sie stark.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Positiv. Kantone konnten sich im Rahmen einer Vorkonsultation zu möglichen Varianten für elektronische ID-Nachweise äussern.					
Übernahme und Umsetzung der EU-Dublin III-Verordnung und der EU-EURODAC-Verordnung (Weiterentwicklung des Dublin/Eurodac-Besitzstandes)	EJPD KKJPD, KdK	Hoch. Kantone können nicht mehr Dublin-Haft verfügen. Maximaldauer und Voraussetzungen für Ausschaffungshaft werden beschnitten.	Teilweise	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Die KKJPD wurde erst im Rahmen der Vernehmlassung mit der Tatsache konfrontiert, dass auf Stufe EU Bestimmungen verabschiedet wurden, die ihren Interessen zuwider laufen. Ein früherer Einbezug wäre wünschbar gewesen. Ob er auf Stufe EU etwas gebracht hätte, ist eine andere Frage. Immerhin konnte die KKJPD die innerstaatliche Umsetzung noch zu ihren Gunsten beeinflussen.					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
BG über die Zusammenarbeit mit ausländischen Behörden in Verwaltungssachen und über den Schutz der schweizerischen Souveränität	<i>EJPD</i> <i>KdK,</i> <i>KKJPD</i>	Verbesserung der Amts- und Rechtshilfe mit dem Ausland.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</i> Unproblematisch.					
Änderung des Korruptionsstrafrechts	<i>EJPD</i> <i>KKJPD,</i> <i>KdK</i>	Starke Betroffenheit der Strafverfolgungsbehörden.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</i> Positiv. Kantone konnten sich einbringen.					
Neustrukturierung des Asylbereichs	<i>EJPD</i> <i>KKJPD,</i> <i>SODK</i>	Hoch. Kantone sind in den Bereichen Unterbringung und Vollzug von Wegweisungen direkt von den Neustrukturierungen betroffen.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Positiv. KKJPD und SODK haben die Neustrukturierung zusammen mit dem EJPD erarbeitet. Anliegen der Kantone sind berücksichtigt.</p>					
Neustrukturierung des Asylbereichs	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u> , SODK	Hoch	Ja	In den bereits vorgelegten Erlassänderungen wurde die Kompetenz- und Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten. Allenfalls werden zu diesem Projekt jedoch noch weitere Erlassänderungen notwendig sein.	Aus heutiger Optik ist die Umsetzungsautonomie gewahrt. Dies müsste jedoch zu einem späteren Zeitpunkt nochmals geprüft werden. Momentan sind keine Programmvereinbarungen vorgesehen. Es ist jedoch denkbar, dass in einem nächsten Schritt Vereinbarungen zwischen Kantonen und dem Bund getroffen werden könnten.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Die SODK und die KKJPD wurden von Anfang an in den Prozess einbezogen. Ein grosser Teil der Vorlage wurde von einer Projektorganisation Bund/Kantone/Gemeinden erarbeitet.</p>					
Änderung des ZGB (Öffentliche Beurkundung)	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u>	u.a. Register der Urkundspersonen	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: KKJPD überlässt die Stellungnahme den einzelnen Kantonen. U.E. aus föderalistischer Sicht unproblematische Vorlage.</p>					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Änderung des OR (Handelsregisterrecht und Anpassungen im Aktien- GmbH- und Genossenschaftsrecht) sowie des Revisionsaufsichtsrechts	<i>EJPD</i> <u>KKIPD</u>	Gering	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch.					
Totalrevision des Ordnungsbussengesetzes	<i>EJPD</i> <u>KKIPD</u>	Hoch. Mehr Ordnungsbussen statt Strafverfahren entlasten die Kantone.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Positiv. Aufwand in den Kantonen sinkt.					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Änderung des BG über Schuldbetreibung und Konkurs (gewerbmässige Gläubigervertretung)	EJPD KKIPD	Tendenziell Erleichterung für die Betreibungsämter der Kantone.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: unproblematisch					
BG über Verbesserungen beim Informationsaustausch zwischen Behörden im Umgang mit Waffen	EJPD KKIPD, RK MZF	Hoch. Vorlage bildet Voraussetzung für die Vernetzung der kantonalen Waffenregister und für die Nachregistrierung von bisher nicht meldepflichtigen Waffen.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Positiv. Kantone wurden bei der Redaktion der Vorlage mit einbezogen und konnten ihre Anliegen zuvor schon im Rahmen von Anhörungen vor den SiK-S und SiK-N zu den zugrunde liegenden parl. Initiative einbringen.					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
VO über das zentrale Visa-Informationssystem (C-VIS) und das nationale Visa-Informationssystem (ORBIS)	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u>	Gering.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</i> Unproblematisch.					
Verordnungsanpassungen im Zusammenhang mit der Asylgesetzrevision vom 14.12.2012 (Erlass 1)	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u> , SODK, EDK, KdK	Indirekte Betroffenheit der Kantone. Änderungen betreffen v.a. die Testphase für ein neues Asylverfahrensrecht.	Ja. KKJPD und SODK wurden schon bei der Ausarbeitung der Entwürfe mit einbezogen.	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</i> Unproblematisch. Guter Einbezug der Kantone.					
BG über das Strafregister-Informationssystem VOSTRA	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u>	Hoher Umsetzungsaufwand durch Erweiterung der Einsichtsrechte Betroffener.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Im Grundsatz positiv (Besseres Einsichtsrecht für Behörden). Ausgebautes Einsichtsrecht der Betroffenen bringt aber grossen Mehraufwand.</p>					
Teilrevision der Wafferverordnung vom 2. Juli 2008	<i>EJPD</i> <i>KKIPD,</i> RK MZF	Kantone sind für die Waffenregister zuständig. Waffenerwerbsschein pflicht neu auch bei Handänderungen von Waffen nötig.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Positiv. Kantone haben die Änderungen begrüsst.</p>					
Pa.Iv. Militärstrafprozess. Ausdehnung der Rechte der Geschädigten	<i>RK-N</i> <i>KKIPD,</i> RK MZF	Praktisch ohne Relevanz.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: unproblematisch</p>					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Pa.Iv. Opferhilfegesetz Schaffung wichtiger Informationsrechte des Opfers	RK-N SODK, KKJPD		Ja		
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Der Vorentwurf der RK-N knüpft am bestehenden Opferhilfegesetz (OHG) an, dessen Umsetzung in der Kompetenz der Kantone liegt. Verschiedene Kantone haben das Bedürfnis der Opfer nach Information erkannt und bereits entsprechende Regelungen erlassen. Eine einheitliche, gesamtschweizerische Regelung der Informationsrechte ist aus Sicht der Opfer und im Sinne der Rechtsgleichheit zu begrüssen.</p> <p>(vgl. Stellungnahme SODK vom 7. Januar 2013: S:\8. Opferhilfe\8.1 Grundlagen\8.11 Gesetzesgrundlagen\8.114 Vernehmlassung Informationsrechte des Opfers 2013\2013.01.07_STN_SODK_Informationenrechte Opfer_d.pdf S:\8. Opferhilfe\8.1 Grundlagen\8.11 Gesetzesgrundlagen\8.114 Vernehmlassung Informationsrechte des Opfers 2013\2013.01.07_STN_SODK_Informationenrechte Opfer_f.pdf</p>					
Pa.Iv. Rehabilitierung administrativ versorgter Menschen	RK-N SODK, KKJPD, KOKES	v.a. im Bereich der Archivierung Aktenführung	Ja	Gemäss Archividirektorenkonferenz: NEIN: Für den Bereich Archivierung und Aktenführung	Gemäss Archividirektorenkonferenz NEIN: Für den Bereich Archivierung und Aktenführung

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-------------------------	-----------------------------	--	---	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Grundsätzlich: Der Vorstand SODK stimmt der Zielsetzung des Gesetzesentwurfs zu und begrüsst die Stossrichtung der Vorlage. Das Gesetz ist aus Sicht des Vorstands SODK ein wichtiger Beitrag zur moralischen Wiedergutmachung für die Betroffenen. (Vgl. Stellungnahme SODK

[S:\8. Opferhilfe\8.4 Themen\8.43 Opfer von fürsorglichen Zwangsmassnahmen\8.432 Administrativ Versorgte\8.432.5](#)

[Rehabilitierungsgesetz\2012.12.20 STN SODK Rehabilitierungsgesetz d.pdf](#)

[S:\8. Opferhilfe\8.4 Themen\8.43 Opfer von fürsorglichen Zwangsmassnahmen\8.432 Administrativ Versorgte\8.432.5](#)

[Rehabilitierungsgesetz\2012.12.20 STN SODK Rehabilitierungsgesetz f.pdf](#)

Archivierung und Aktenführung: Hier greift gemäss Archivdirektorenkonferenz ADK der Gesetzesvorschlag in die Kompetenzen der Kantone ein (vgl. Stellungnahme ADK:

http://www.adk-cda.ch/fileadmin/user_upload/Parl_Initiative_11_431_Stellungnahme_ADK_2013_01_13.pdf)

- Der Bund hat keine Kompetenzen in Bezug auf die Archivierung bei den Kantonen. Entsprechend ist von besonderen Regeln auf Bundesstufe abzusehen.
- Der Bund hat keine Kompetenzen in Bezug auf die Aktenführung bei den Kantonen. Entsprechend ist von besonderen Regeln auf Bundesstufe abzusehen.

Pa.Iv. Für ein Auslandschweizergesetz	SPK-S SSK , KKJPK EDK, SODK, KdK,	Gross	Ja	Teilweise - erfüllt bei der Regelung der politischen Rechte und der konsularischen Hilfe - fiskalische Äquivalenz im Entwurf bei der Regelung der Soforthilfe nicht eingehalten (Verschiebung der Lasten an Kanton)	
--	--	-------	----	---	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Grösstenteils sind die Grundsätze der Kompetenz- und Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten, die Kantone wurden rechtzeitig einbezogen. Abgelehnt wird jedoch die Neuregelung der Kostentragung für Unterstützung bei Heimkehr.

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Teilrevision der Raumplanungsverordnung (inkl. Ergänzung des Leitfadens für die kantonale Richtplanung und technische Richtlinien Bauzonen)	UVEK BPUK KöV, LDK	Hoch	Ja	Nein, die Vernehmlassungsvorlage sieht verschiedene Zentralisierungsvorschläge von Seiten Bund vor, die die Kantone nicht akzeptieren können.	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung nicht vorgesehen • Kantonale Umsetzungsautonomie nur zum Teil gewahrt
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Kantone waren eng in die Erarbeitung der drei Umsetzungsinstrumente zu RPG 1 eingebunden. Die Vernehmlassungsunterlagen sehen nun aber Inhalte und Instrumente vor, die nicht in dieser Form besprochen wurden.</p>					
Änderung BG über den Strassentransitverkehr im Alpengebiet	UVEK BPUK	Hoch	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	-
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Vorlage hat eine weit über eine reine Sanierung eines Nationalstrassenabschnitts hinausgehende Bedeutung für den Föderalismus: Die Frage nach der zweiten Gotthardröhre wird auch als Frage der Verbindung mit einem Landesteil angesehen. Denn der Kanton Tessin würde ohne zweite Röhre in der langen Sanierungszeit des Gotthardstrassentunnels vom Rest der Schweiz verkehrstechnisch abgeschnitten.</p>					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Revision des USG als indirekter Gegenvorschlag zur Volksinitiative „Für eine nachhaltige und ressourcen-effiziente Wirtschaft (Grüne Wirtschaft)“	<u>UVEK</u> , <u>BPUK</u> , VDK, LDK	Hoch	Früher wäre besser gewesen aber war zeitlich wohl kaum möglich		
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Das Thema ist so umfassend, dass eine Regelung auf Bundesstufe notwendig ist.					
VO-Änderungen im Rahmen der Anpassung des Bundesbeschlusses über das Nationalstrassennetz und zu deren Finanzierung	<u>UVEK</u> <u>BPUK</u>	Tief	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	Ja

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Keinerlei föderalistische Bedenken.					
BG sowie VO über Zweitwohnungen	UVEK BPUK, VDK	Hoch	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	- -
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Aufgrund der neuen Verfassungsbestimmung (Zweitwohnungsinitiative) hat sich die föderalistische Ordnung verschoben. Im Rahmen des verbleibenden Spielraums ist die föderalistische Ordnung eingehalten.					
Änderung der Energieverordnung und Herkunftsnachweis-Verordnung: Herkunftsnachweise, kostendeckende Einspeisevergütung, Energieetikette, Strafbestimmungen	UVEK EnDK, BPUK, KdK	Moyenne	Délai de consultation très court	Oui	Non
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: L'EnDK a renoncé à une prise de position. Il sied entre autres de souligner le délai extrêmement serré pour cette consultation (14.08.2013– 11. 09.2013).					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Ergänzung des Waldgesetzes im Rahmen der Umsetzung der Waldpolitik 2020	UVEK FoDK	Wichtig	Bedingt rechtzeitig; es musste Frist-Verlängerung erwirkt werden.	In der Vernehmlassungsvorlage haben einzelne Artikel das Subsidiaritätsprinzip und die Eigenständigkeit der Kantone überstrapaziert, indem die Vollzugskompetenz der Kantone durch zentralistische Vorgaben zu sehr eingeeengt wurde.	Grundsätzlich vorgesehen und eingehalten
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p><i>(Analog der Bemerkungen in Formular Entwicklung Föderalismus)</i></p> <p>Die WaG-Revision war bis und mit Vernehmlassung aus föderalistischer Sicht sowohl bezüglich des Prozesses wie auch bezüglich der Inhalte unbefriedigend (Agenda-Setting, Zeitplanung, Fristen und Inhalte waren zentralistisch geprägt). Die Auswertung der Vernehmlassung und die Weiterbearbeitung der Vorlage verlief nach koordinierter Intervention der Kantone dann aber weitgehend positiv, indem Verlauf und Inhalte auf die föderalen Strukturen und Möglichkeiten abgestimmt wurden und sich eine gute Zusammenarbeit entwickelt hat. Wir stellen fest, dass das BAFU im Rahmen der Verbundaufgabe Wald sich nur schwer auf die strategische und koordinierende Rolle konzentrieren oder beschränken will. Per Ende 2013/Anfang 2014 konnte nun aber erfreulicherweise vereinbart werden, dass künftig Strategiefragen zwischen BAFU und FoDK periodisch gemeinsam diskutiert und frühzeitig besser abgestimmt werden sollen.</p>					
Kooperationsabkommen mit der Europäischen Union (EU) zur Teilnahme der Schweiz an den europäischen Satellitennavigationsprogrammen (Galileo und EGNOS)	UVEK KdK, KKJPD, GDK	Nutzungsmöglichkeiten von Interesse für die Kantone	Nicht genügend begründete verkürzte Frist zur Stellungnahme	Ja	

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Weiteres Beispiel für ungenügende Frist zur Stellungnahme.</p>					
„Via sicura“: Inkraftsetzung des zweiten Massnahmenpakets	<i>UVEK</i> <i>KKIPD</i> , BPUK, FDK, GDK	Gering	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch.</p>					
Schlussbericht der Expertengruppe Organisation Bahninfrastruktur	<i>UVEK</i> <i>KöV</i> , KdK	Tief	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> - -
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Es handelt sich lediglich um einen Bericht und um keine politische Vorlage. Die föderalistische Ordnung ist nicht betroffen.</p>					
BB über die Freigabe der Mittel ab 2015 für das Programm Agglomerationsverkehr	<i>UVEK</i> <i>KöV</i> , BPUK	Hoch	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> - -

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Aus föderalistischer Sicht ist die Vorlage in Ordnung. Ein Problem stellen die knappen Bundesmittel dar.</p>					
Gesamtkonzeption zur Förderung des Schienengüterverkehrs in der Fläche	UVEK KöV	Hoch	Ja	<ul style="list-style-type: none"> Ja Ja Ja Ja 	<ul style="list-style-type: none"> Nein Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Aus föderalistischer Sicht gibt es Elemente der Vorlage, welche die Kantone in eine (freiwillige) Mitfinanzierung im Schienengüterverkehr hineinziehen will. Die kantonale Kompetenz bleibt aber gewahrt. Der Schienengüterverkehr hat Auswirkungen auf die Volkswirtschaft, die Raumplanung und direkt auf den Regionalen Personenverkehr.</p>					
Sachplan Verkehr, Teil Infrastruktur Schiene (SIS). Anhörung zu den Anpassungen und Ergänzungen 2012	UVEK KöV, BPUK	Tief	Ja	<ul style="list-style-type: none"> Ja Ja Ja Ja 	- -
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Keinerlei Bedenken, betrifft Bundesangelegenheit.</p>					

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Änderung des Gentechnikgesetzes (Berücksichtigung der Ergebnisse des NFP 59 und der BVO-freien Gebiete) und Koexistenzverordnung	UVEK LDK , VDK, BPUK	Gross	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • - • Ja • - 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
<ul style="list-style-type: none"> • aus föderaler Sicht: io. • Materiell ein unmögliches Konzept 					
Nachrichtendienstgesetz	VBS KKJPD , RK MZF	Kantonspolizeibehörden erledigen Aufträge des Nachrichtendienstes des Bundes. Erkenntnisse NDB sind für Justiz und Polizei der Kantone bedeutsam.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:					
Gut. Kantone wurden in die Vorarbeiten einbezogen.					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Änderung der Rechtsgrundlagen für die Weiterentwicklung der Armee (Umsetzung des Armeeberichtes 2010)	VBS <u>RK</u> <u>MZF</u> KKJPD	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	Kann noch nicht abschliessend beurteilt werden.
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: gut; zeitliche Vorgaben herausfordernd					
Totalrevision BG über den Schutz der Kulturgüter bei bewaffneten Konflikten	VBS <u>RK</u> <u>MZF</u>	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	Kann nicht abschliessend beurteilt werden.
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: gut; zeitliche Vorgaben aber wieder herausfordernd					
Pa.Iv. Öffentliches Beschaffungswesen. Ausbildung von Lehrlingen als Kriterium	<u>WAK-N</u> <u>BPUK</u>	Gering	--	--	--

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Aufgrund der Tatsache, dass es sich um eine Bundesregelung handelt, welche für die Kantone nicht anwendbar ist, hat diese parlamentarische Initiative geringe Relevanz für die Kantone. Im Übrigen beurteilen und regeln die einzelnen Kantone diese Thematik auf der Ebene Kanton unterschiedlich.</p>					
Pa.Iv. Indirekter Gegenentwurf zur Volksinitiative "Schluss mit der MWST-Diskriminierung des Gastgewerbes!!"	WAK-N FDK				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Am 21.09.2013, hat die FDK informiert, sie werde nicht Stellung nehmen.</p>					
Pa.Iv. Schuldprävention. Keine Werbung für Konsumkredite	WAK-N SODK	Faible			
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Le SG CDAS a dû renoncer à accompagner cet objet par manque de ressource.</p>					

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
Änderung der VO über die eidgenössische Berufsmaturität	WBK EDK	Die Änderung der Berufsmaturitätsverordnung regelt die Umsetzung des Rahmenlehrplans mit Übergangsbestimmungen. Sie hat höchste Relevanz für die Kantone.	Die Vorlage wurde auf Anregung der Kantone lanciert. Deshalb wurde insbesondere Art. 45 Rechnung getragen.	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Vorlage, die Änderung der Berufsmaturitätsverordnung regelt die Umsetzung des Rahmenlehrplans mit Übergangsbestimmungen. Dadurch können die Kantone das Bundesgesetz über die Berufsbildung, resp. den Rahmenlehrplan der Berufsmaturität zeitlich und qualitativ besser umsetzen.</p>					
VO über die Meldepflicht und die Nachprüfung der Berufsqualifikationen von Dienstleistungserbringerinnen und -erbringern in reglementierten Berufen	WBF KdK, EDK, GDK	Gegeben bei Berufen, die durch die Kantone reglementiert sind	Ja. KdK, EDK und GDK waren in die Erarbeitung des Verordnungsentwurfs mit einbezogen.	<ul style="list-style-type: none"> • Das Subsidiaritätsprinzip wurde beachtet: Der Bund regelt in dieser Verordnung nur das Verfahren zu jenen Berufen, die auf nationaler Ebene reglementiert sind. • Betreffend Berufe, deren Reglementierung in der Kompetenz der Kantone liegen, verweist der Bund auf die jeweils zuständige Behörde, ohne weitere Angaben zum Verfahren auf kantonaler Ebene zu machen. Dadurch sind die Eigenständigkeit der Kantone und deren Umsetzungsautonomie gewahrt. 	

Vorlage	Departement / DK	Relevanz für Kantone	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Das Geschäft ist aus föderalistischer Sicht unproblematisch. Die Kantone waren frühzeitig in die Erarbeitung der Verordnung eingebunden. Offen ist jedoch noch, welche Kantone eine Stellungnahme beim SBFI eingereicht haben.</p>					
Ausführungsbestimmungen der Agrarpolitik 2014-2017	WBF LDK VDK	Hoch	Sehr gut	Ja. Aber die Tendenz zur Zentralisierung ist ungebrochen und stark.	PV -> nicht vorgesehen Kant Autonomie: relativ: Der Bund hätte mehr an die Kantone delegieren können.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Einbezug der Kantone: Die Kantone (vorwiegend via die Kolas (Vereinigung der Landw. Ämter) sind bereits während der Erarbeitung der Verordnungen intensiv einbezogen (aber nicht immer erhört) worden. Der Prozess war sinnvoll und auch für das Bundesamt hilfreich.</p>					
Revision der Entsendeverordnung (Umsetzung Solidarhaftung)	WBF VDK KdK	Mittel	Ja	Ja	Nein
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Zur Grundsatzfrage der Einführung einer Solidarhaftung für Subunternehmer hat die VDK im 2012 ablehnend Stellung bezogen. Das Nat. Parlament entschied sich in der Folge für eine Einführung. Die Verordnung regelt die technischen Detail einer Umsetzung, die keine grundsätzlichen politischen Fragen mehr aufgeworfen hat. Deshalb: VDK keine Stellung bezogen, der verband Schweizer Arbeitsmarktbehörden VSAA dagegen schon.</p>					
Revision des Landesversorgungsgesetzes (LVG)	WBF VDK LDK, RK MZF	Mittel	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein, keine Programmvereinbarung. • Ja, kantonale Autonomie bleibt gewahrt.

<i>Vorlage</i>	<i>Departement / DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55) ?</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2 + 3 BV)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Neukonzeption der Gesetzesgrundlage ist zu begrüßen, insbesondere weil durch globale Veränderungen und Entwicklungen neue Herausforderungen entstanden sind und somit geeignete Massnahmen einzusetzen sind. Der Revision des LVG kann somit grundsätzlich zugestimmt werden. Diese Haltung hat die RK MFZ zu Hand der VDK formuliert (siehe Anhang), ich habe dies so an die betreffend Stelle beim Bund weitergeleitet. Die VDK hat keine eigene, offizielle Vernehmlassungsantwort erstellt.</p>					
Revision des Landesversorgungsgesetzes (LVG)	WBF VDK , LDK, RK MZF	Mittel	Ja	Keine Friktionen.	<ul style="list-style-type: none"> Nein Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die RK MZF hat die Neukonzeption der Gesetzesgrundlage begrüsst, insbesondere weil durch globale Veränderungen und Entwicklungen neue Herausforderungen entstanden sind und somit geeignete Massnahmen einzusetzen sind und stimmt der Revision des LVG somit grundsätzlich zu. Die VDK hat keine Stellungnahme eingereicht.</p>					

Tableau VI

Projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les Cantons en 2013 : évaluation par les secrétariats des conférences

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
03.465 Pa.I.v Maissen. Service Public. Verfassungsbestimmung über die Grundversorgung	<u>KdK</u>	Hoch. Wichtige Bereiche der Grundversorgung liegen in der Kompetenz der Kantone	Noch nicht begonnen		Nicht beurteilbar, da noch kein ausformulierter Vorschlag vorliegt. In der Initiative wird darauf hingewiesen, dass die Grundsätze der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen zu beachten sind.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse schlägt der Bundesrat vor, auf die Schaffung einer neuen, allgemeinen Verfassungsbestimmung über die Grundversorgung zu verzichten. Dieser Verzicht entspricht der Meinung einer Mehrheit der Kantone.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: Noch nicht begonnen						
2013: Idem						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
04.472 Pa.lv. Pferdehaltung in der Landwirtschaftszone	BPUK, LDK	Tief	NR 13.09.12 SR 13.12.12		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Wir haben die Vorlage unterstützt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: Bestens. Unsere Anträge wurden alle angenommen, insbesondere verbleibt ein Spielraum für die Kantone.						
2013: Unverändert gegenüber 2012						
08.047 BG über die Unfallversicherung. Änderung	EDI GDK, FDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Neubeurteilung nach Vorliegen einer überarbeiteten Vorlage.						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
09.477 Pa.lv. Haftung der Unternehmen für die Kosten der Altlastensanierung	BPUK	Mittel	Noch nicht begonnen	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Klare Regelung der Haftungsfrage, welche den Kantonen zugute kommt (Ausfallkosten).						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: noch nicht begonnen. 2013: noch nicht begonnen.						
10.052 Asylgesetz. Änderung Zusatzbotschaft zu den kurzfristigen Massnahmen	KKJPD, SODK	Hoch	SR 12.12.11		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Kantone wurden beteiligt (auch in Vorphase der Gesetzgebung; insgesamt verspricht die Vorlage keine entscheidenden Fortschritte; positive Ansätze bei Verkürzung der Verfahrensfristen und Vereinfachungen).</p>						
<p>Zusatzbotschaft zu den kurzfristigen Massnahmen:</p> <p>Keine Beurteilung.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2010: SPK-S hat Bericht über Probleme im Asylbereich verlangt; KKJPD und SODK wirken bei der Erstellung des Berichts mit; unklarer Ausgang; unklarer Nutzen.</p> <p>2011: SPK-S hat den Bericht beraten, die KKJPD angehört und die Vorlage mit geringen Modifikationen verabschiedet. Die SPK-N befasst sich 2012 mit der Vorlage. Die Asylgesetzrevision löst die grundlegenden Probleme im Asylbereich nicht. Dies wurde in der SPK-S erkannt. Man will die Vorlage durchbringen und danach an die Konzeption eines neuen Asylverfahrens gehen. Die KKJPD unterstützt dies.</p> <p>2012: EJPD, SODK und KKJPD haben i.A. des BR einen Bericht über die Beschleunigungsmassnahmen im Asylbereich verabschiedet.</p> <p>2013: EJPD, Vertreter der Kantonsregierungen und andere Interessierte haben im Rahmen einer Nationalen Asylkonferenz am 21.1.13 den Bericht über Beschleunigungsmassnahmen gutgeheissen und eine gemeinsame Erklärung über Grundsätze der Neustrukturierung des Asylbereichs verabschiedet. Im Verlauf des Jahres haben EJPD, KKJPD und SODK Vorschläge für die Umsetzung ausgearbeitet. Sie sollen in einer 2. Nat. Asylkonferenz 2014 verabschiedet werden.</p>						
10.324 Kt.IV. Gewässerschutzgesetz. Teilrevision	BPUK, JDK, LDK	Mittel	Noch nicht begonnen		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Auf Stufe Verwaltungsrichtlinien zeichnen sich Lösungen ab, welche die Vorlage hinfällig machen könnte.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: Noch nicht begonnen 2013: Parlamentarische Anhörungen haben stattgefunden. Zahlreiche Standesinitiativen sind in diesem Zusammenhang hängig. Es ist offen, inwieweit der kantonale Spielraum gewahrt werden kann bei der Umsetzung des Gewässerschutzgesetzes.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
10.440 Pa.IV. SPK-S. Verbesserungen der Organisation und der Verfahren des Parlamentes	KdK	Hoch. Es wird die Ausübung eines verfassungsmässigen Rechts der Kantone eingeschränkt.	SR 26.09.11 NR 06.12.12	Da Interessen der Kantone betroffen sind, wäre es angebracht gewesen, bereits bei der Ausarbeitung der Vorlage eine Stellungnahme der Kantone einzuholen.		Da Interessen der Kantone betroffen sind, wäre es angebracht gewesen, bereits bei der Ausarbeitung der Vorlage eine Stellungnahme der Kantone einzuholen.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>In der Vernehmlassung haben die Kantone sowohl die vorgeschlagene Einschränkung der Standesinitiative auf die Form eines ausgearbeiteten Entwurfs als auch die Möglichkeit, auf ein Vernehmlassungsverfahren zu verzichten, wenn das Vorhaben vorwiegend die Organisation oder das Verfahren von Bundesbehörden oder die Verteilung der Zuständigkeiten zwischen den Bundesbehörden betrifft, abgelehnt. Trotz dieser ablehnenden Haltung der Kantone, die von einer Delegation der KdK vor der ständerätlichen Kommission vertreten worden ist, hat die Staatspolitische Kommission des Ständerats die Vorlage in der ursprünglichen Form verabschiedet. Die Anliegen der Kantone wurden nicht einmal in Minderheitsanträgen aufgenommen.</p> <p>2013: à saluer: le tir a été corrigé par le Parlement et les exigences de forme concernant les initiatives cantonales ont été assouplies ; cf. l'article 115 LParl, entré en vigueur le 25.11.2013.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2011: Der Ständerat ist den Anträgen seiner Kommission gefolgt und hat zwei Einzelanträge, in denen die ablehnende Haltung der Kantone aufgenommen worden war, mit grossen Mehrheiten abgelehnt.</p> <p>2012: Der Nationalrat lehnt die vom Ständerat beschlossene Einschränkung der Standesinitiative auf die Form eines ausgearbeiteten Entwurfs ab, was dem Antrag der Kantone entspricht. Bezüglich der Möglichkeit, auf ein Vernehmlassungsverfahren zu verzichten, wenn das Vorhaben vorwiegend die Organisation oder das Verfahren von Bundesbehörden oder die Verteilung der Zuständigkeiten zwischen den Bundesbehörden betrifft, schliesst er sich der Fassung des Ständerats an. Das Geschäft geht zur Differenzbereinigung zurück an den Ständerat.</p> <p>2013: la proposition du Conseil national concernant l'assouplissement des exigences formelles des initiatives cantonales a été adoptée et est entrée en vigueur le 25.11.2013. Sur ce point, les cantons ont été entendus. Cela n'a en revanche pas été le cas pour la suppression du projet d'article 3, al. 1 bis LCo, qui implique la possibilité de renoncer à l'ouverture d'une procédure de consultation dans le sens mentionné au paragraphe précédent.</p>						
11.023 BG über die steuerliche Behandlung der berufsorientierten Aus- und Weiterbildungskosten	FDK, EDK	Vereinheitlichung der Praxis von Bund und Kantonen.	SR 14.06.11		<ul style="list-style-type: none"> Ja, keine neue Aufgabe Ja Nicht relevant Nein, formelle Harmonisierung 	<ul style="list-style-type: none"> Nein Ja (nur formelle Harmonisierung. Bezüglich der Höhe der Abzüge wahren die Kantone ihren Spielraum)

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Am 2. Juli 2010 behandelte der FDK Vorstand die Vernehmlassungsvorlage zum Bundesgesetz über die steuerliche Behandlung der Aus- und Weiterbildungskosten. Er erachtete die Vereinheitlichung der Praxis zwischen Bund und Kantonen und die Nicht-Abzugsfähigkeit von Erstausbildungskosten als richtig, sprach sich für eine mit dem neuen Lohnausweis koordinierte Obergrenze von CHF 12'000 im DBG aus und beantragte, die Frage der Gleichbehandlung der Selbständig- und Unselbständigerwerbenden, namentlich mittels Aufhebung der betraglichen Begrenzung, nochmals zu prüfen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2011: Der Ständerat folgte am 14.06.2011 bei der Festlegung der Höhe des Abzugs auf CHF 12'000 der FDK.</p>						
<p>11.030 6. IV-Revision, zweites Massnahmenpaket</p>	<p><u>SODK</u>, FDK</p>	<p>Hoch</p>	<p>E2: abgeschlossen , Sommer 2012</p> <p>E1 + 3: SR 19.12.11 NR 12.12.12 SR 12.03.13 NR 04.06.13 NR/SR 19.06.13 abgeschrieben</p>			

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die SODK hat in der Vernehmlassung bereits Skepsis geäussert, ob die Vorlage nicht zu früh kommt, da die Auswirkungen der 5. und der 6a. IV-Revision noch nicht evaluiert werden konnten. Festgestellt wurde zudem, dass die finanziellen Folgen für die Ergänzungsleistungen und damit die Verschiebung von Kosten auf die Kantone in der Botschaft nicht klar ausgewiesen sind. Grundsätzliche Zustimmung hat die SODK zu den Punkten stufenloses Rentensystem, Vollrente ab 70% Invaliditätsgrad, Verzicht auf eine Reduktion der Kinderrente; eine verbesserte Kompromisslösung beim Interventionsmechanismus und der definitive Verzicht auf Sparübungen bei der erstmaligen beruflichen Ausbildung geäussert.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2011: Am Hearing der SGK-SR vom 18. August 2011 hat der Präsident nochmals die Anliegen bzw. Haltung der SODK eingebracht (vgl. oben).</p> <p>Am 19. Dezember 2011 trat der Ständerat auf die Vorlage ein und hielt grundsätzlich am Kurs des Bundesrates fest. Zu Lasten der Kantone nahm er zusätzlich eine Bestimmung an, wonach die Kostenvergütung für stationäre Massnahmen in einem Spital zu 80% durch die IV und zu 20% durch den Wohnkanton des Versicherten geleistet werden soll. Damit würden die Kantone gemäss Aussagen des BSV Kosten von rund 60 Millionen pro Jahr übernehmen müssen, trotz der neuen Regelung der KVG-Spitalfinanzierung ab dem 1. Januar 2012.</p> <p>2012: Gegen den Willen der Kantone haben die eidgenössischen Räte die Beteiligung des Wohnkantons des Versicherten an den Kosten für stationäre Massnahmen in einem Spital verabschiedet. Die entsprechende Gesetzesänderung trat auf den 1.1.2013 in Kraft.</p> <p>Im Dezember 2012 wurden die übrigen Elemente des zweiten Massnahmenpakets der 6. IV-Revision im Nationalrat beraten. Der NR folgte der im Oktober 2012 neu formulierten Haltung des BR und splittete die Vorlage in 2 Pakete auf. Auf die Sparmassnahmen im Bereich „Kinderrente“ und Reisekosten wurde (vorerst) verzichtet; bei der Einführung des stufenlosen Rentensystems wird ab 70% Invaliditätsgrad wie bis anhin eine Vollrente bezahlt. Diese Beschlüsse stimmten mit dem von der SODK und der FDK gemeinsam verfassten Schreiben zu Händen aller NR überein. Die Beratungen werden im 2013 im Differenzbereinigungsverfahren weitergeführt.</p> <p>2013: Die Vorlage wurde am 19. Juni 2013 abgeschlossen. Eine Differenz war, dass der SR auf einem Invaliditätsgrad von 80% für eine Vollrente beharrte. Die SODK hat sich zum Scheitern der Vorlage nicht geäussert. Eine finanzielle Konsequenz ist, dass es im Bereich der IV nicht zu erneuten Lastenverschiebungen zwischen Bund und den Kantonen kommt.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
11.034 BG über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände	GDK, VDK, LDK, KdK	Mittel	Anhörung durch SGK-N erfolgt Parl. Beratungen noch nicht abgeschlossen . Differenzen bei Deklarationspflicht	Ja, Vernehmlassung und Anhörung	Ja <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Aus Sicht der Kantone wäre eine bessere Koordination der Lebensmittel- und Tierschutzbestimmungen anzustreben und im EDI auch organisatorisch zu vollziehen.

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

2011: Anhörung von VDK und GDK durch SGK erfolgt. 2012: Das heutige Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) und die Abteilung Lebensmittelsicherheit im Bundesamt für Gesundheit (BAG) werden 2014 in einem neuen Bundesamt vereint. Damit wird die Lebensmittelsicherheit in unserem Land weiter gestärkt und ist auch in Zukunft auf einem hohen Niveau gewährleistet. Dank der neuen Organisation können zahlreiche Schnittstellen eliminiert, aber auch der Vollzug des Lebensmittelgesetzes in den Kantonen und die Aufsicht des Bundes im Bereich der Lebensmittelsicherheit vereinfacht werden. Die Reorganisation innerhalb des Eidgenössischen Departementes des Inneren (EDI) soll ohne Personalabbau erfolgen. Das neue Amt wird am Standort Bern-Liebefeld rund 250 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter beschäftigen. Die Intervention der GDK in diese Richtung trug also Früchte.

2013: Parl. Beratungen noch nicht abgeschlossen. Differenzen bei Deklarationspflicht.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
11.047 BG über die Verrechnungssteuer. Änderung (Einführung Zahlstellenprinzip)	FDK	Administrative Belastung der kantonalen Steuerverwaltungen und Begründung für höheren Anteil an VSt	NR 27.02.12 SR: 07.06.12		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>In der Anhörung vom 8.11.2011 vor der WAK-N wurde der Vorlage grundsätzlich zugestimmt, aber gleichzeitig auf die Unebenheiten hingewiesen, die für die Kantone relevant sind. Eine Erhöhung des VSt-Anteil der Kantone sprengte den Rahmen der Vorlage (BV-Änderung nötig).</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Gibt zu keinen Bemerkungen Anlass.</p> <p>2013: Zahlstellenprinzip wird nicht im Rahmen dieser Vorlage weiterverfolgt. Der Bundesrat beauftragte aber im Bericht zur Finanzmarktpolitik vom 19. Dezember 2012 die ESTV mit der Prüfung der generellen Umwandlung der Verrechnungssteuer auf das Zahlstellenprinzips. Die Arbeiten wurden mit Beteiligung von FDK-Vertretern vorangetrieben. Der Bericht wird Anfang 2014 erwartet.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
11.062 Entwurf eines direkten Gegenentwurfs zur Volksinitiative «Ja zur Hausarztmedizin»	EDI GDK, EDK, FDK	Hoch	Volksabstimmung im Mai 2014		Ja	Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Positiv; Vorbehalte der Kantone im Verlauf der Beratung berücksichtigt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
11.473 Pa.lv. Risikoausgleich / Wirksamen Risikoausgleich schnell einführen	EDI GDK	Verminderung von Risikoselektion und Förderung der Anreize für die Versicherer, effiziente und effektive Versorgungsstrukturen für chronisch kranke Menschen zu unterstützen → Wettbewerb verstärkt zu Qualität statt zu „guten Risiken“ → führt zu Kostendämpfung, die auch den Kantonen zu Gute kommen.	Gesetzesentwurf im Nationalrat verabschiedet SGK-N: 10. Februar 2014	Ja, GDK hat sich bereits bei diversen früheren Gelegenheiten klar für dieses Anliegen eingesetzt.	Ja, Bund ist für die Krankenversicherungsgesetzgebung zuständig.	Umsetzung Bundessache.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
GDK stimmt der Vorlage zu.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Dient der Verbesserung des heutigen Krankenversicherungssystems, auch im Sinne der für die Versorgung verantwortlichen Kantone.						
12.012 Verfassungsbestimmung über die Grundversorgung. Bericht des Bundesrats zur Abschreibung der Motion 05.3232.	KdK	Hoch. Der in der seinerzeitigen Vernehmlassung vorgeschlagenen Verfassungsartikel richtete sich explizit auch an die Kantone.	NR: 14.06.12: Die Motion wird nicht abgeschrieben ; das Geschäft ist erledigt.			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Der Antrag des Bundesrats, die Motion abzulehnen, entspricht der Haltung einer Mehrheit der Kantone, wobei darauf hinzuweisen ist, dass keine gemeinsame Stellungnahme der Kantone abgegeben werden konnte, weil das erforderliche Quorum von 18 Kantonen nicht zustande gekommen war.						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Der NR lehnt die vom Bundesrat beantragte Abschreibung der Motion mit klarer Mehrheit ab und bestätigt damit den Eindruck, dass das Parlament tendenziell zentralistischer eingestellt ist als der Bundesrat.</p> <p>2013: pas d'évaluation pour 2013, car la CdC ne s'est pas impliquée ans le dossier.</p>						
12.016 Volksinitiative „für den öffentlichen Verkehr“ und direkter Gegenentwurf (Bundesbeschluss über die Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur, FABI)	KöV, KdK, FDK, VDK	Hoch	SR: 29.22.12 NR: 10.12.12		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja (wird geschaffen) • Ja • Ja, sie wird sogar verstärkt 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Vorlage ist auf gutem Weg und im Interesse der Kantone, jedoch enthält die bundesrätliche Vorlage zu wenig Projekte und verschiedene Regionen kommen zu kurz. Bei der Finanzierung (Kantonsbeteiligung) hat es eine Verständigungslösung UVEK – KöV und auch FDK gegeben: Die Kantone übernehmen die Aufgabe der Publikumsanlagen, was zu 200 Mio. jährlich Entlastungen für den Bund bzw. den Bahninfrastrukturfonds führt.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Die Anträge der KöV wurden aufgenommen: Es liegt nun ein deutlich aufgestocktes Paket vor (6,4 Mrd. statt 3,5 Mrd.) mit Projekten in der ganzen Schweiz. Für die Kantone sind die parlamentarischen Beratungen bisher äusserst positiv verlaufen. Eine Korrektur gegenüber der bundesrätlichen Vorlage war nötig und wurde vorgenommen, so dass nun alle KöV-Mitglieder hinter der Vorlage stehen.</p> <p>2013: Das Parlament hat die Vorlage angenommen (Abstimmung vor Volk und Ständen 2014). Der Antrag der Kantone, wie sie ihren Kantonsbeitrag leisten wollen, wurde von den eidg. Räten nicht angenommen, sondern ein Verteilschlüssel wurde aufgezwungen. Dieser Punkt ist aus föderalistischer Sicht bedenklich.</p>						
12.018 Anpassung des Bundesbeschlusses über das Nationalstrassennetz und zu deren Finanzierung	BPUK, KdK, FDK	Hoch	NR: 31.05.12 SR: 20.09.12 NR: 10.12.12: E2, 4 Diff. SR: 13.12.12: E 2, 4 Diff.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	Nein, (Umsetzung obliegt dem Bund)
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die kantonalen Eingaben wurden im Wesentlichen berücksichtigt.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Bestens, insbesondere in finanzieller Hinsicht sind die Kantone voll durchgedrungen.</p> <p>2013: Das Parlament hat die Finanzierungsvorlage zum Bundesbeschluss über das Nationalstrassennetz beschlossen (Erhöhung Autobahnvignette). Dagegen wurde das Referendum erhoben und das Volk hat die Vorlage am 24. November 2013 bachab geschickt. Es sind neue Finanzierungslösungen zu suchen, bis die für die Kantone wichtige Vorlage in Kraft gesetzt werden kann.</p>						
12.020 Totalrevision des Alkoholgesetzes	GDK, SODK, VDK, KdK	Gross	WAK-S: He 12 WAK-N: Wi 12 Anhörung WAK-N: 14.1.2012 (GDK) WAK-S: Fj 2014		Kritisch <ul style="list-style-type: none"> • Der Verzicht der Besteuerung von Alkohol in festen Lebensmitteln wird dazu führen, dass die Einnahmen der Kantone aus dem Alkoholzehntel sinken (mindestens 1.3 Million CHF) (SStG, Art 18). • Massnahmenkatalog für den Jugendschutz unzureichend. 	Ja / teilweise
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die GDK unterstützt die vom Bundesrat vorgeschlagene Totalrevision des Alkoholgesetzes und insbesondere die Massnahmen für den Jugendschutz (unter anderem die gesetzlichen Grundlagen für die Testkäufe, den «Sirup-Artikel» und das Verbot des Verkaufs über die Gasse ab 22 Uhr). Im Rahmen der Vernehmlassung setzten sich Kantone und Gemeinden für nächtliche Verkaufsverbote ein und verlangen ein generelles, für alle alkoholischen Getränke geltendes Verbot von Lockvogelangeboten.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Massnahmen gegen Billigstpreis-Angebote fordern – Kohärenz zwischen Verhältnisprävention und Verhaltensprävention sicherstellen durch eine enge Zusammenarbeit zwischen EAV und BAG. – den Alkoholzehntel in der heutigen Grössenordnung sichern 						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch offen; Anhörung WAK-N am 14.1.2012</p> <p>2013: Differenzbereinigung: Differenz insbesondere betreffend Nachverkaufsverbot und Alkoholbesteuerung. Beide Anliegen sind für die Kantone wichtig.</p>						
12.021 Weiterentwicklung der Agrarpolitik in den Jahren 2014 – 2017	EVD LDK, VDK, BPUK	Mittel	Beendet		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Bedingt • Bedingt 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Beschränkt
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Aus der Sicht Berg – Tal ist die Vorlage ausgewogen. Sie dürfte keine wesentlichen Umwälzungen der Wirtschaften in den Regionen verursachen. In der Vernehmlassung wurden die Kantone gesondert ausgewertet. Ihre Anliegen sind jedoch nicht durchwegs aufgenommen worden. Das betrifft insbesondere die administrativen Auswirkungen der Vorlage.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Es dominierten die Anliegen der betroffenen Berufs- und Interessengruppen.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
12.026 Änderung des BG über die Krankenversicherung (Korrektur der zwischen 1996 et 2011 bezahlten Prämien)	GDK, FDK, SODK	Gross	SGK-N: 20. Februar 2014		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Keine Programmvereinbarungen • Umsetzungsautonomie steht hier nicht zur Diskussion
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Umstrittene Vorlage, insbesondere innerhalb der Kantone. GDK hat einen Alternativvorschlag zum Gesetzesvorschlag eingebracht. Änderungsvorschlag im Ständerat verabschiedet. Debatte im Nationalrat steht an. Vorlage ist weniger im Verhältnis Bund-Kantone problematisch, sondern im interkantonalen Verhältnis.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: Noch in Beratung 2013: Weiterhin in Beratung. Ständerat hat eine materielle Verbindung zu dem in Beratung befindlichen Aufsichtsgesetz gemacht, die zu einer Verzögerung des Geschäfts führt. GDK setzt sich für die Entkoppelung der beiden Vorlagen aus, damit diese Vorlage rasch zu Ende beraten und verabschiedet werden kann.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
12.027 BG betreffend die Aufsicht über die soziale Krankenversicherung	GDK, FDK	Hoch	SR: 03.12.12 SGK-N: Fj 13 Beschluss NR: Rückweisung an BR SGK-S: 10.2.2014; Beratung Rückweisung		Ja <ul style="list-style-type: none">• Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)• Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)• Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)• Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)	<ul style="list-style-type: none">• Programmvereinbarung vorgesehen?• Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt? <ul style="list-style-type: none">• Keine Programmvereinbarungen notwendig• Umsetzungsautonomie nicht tangiert

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Die GDK stimmt der verbesserten Regelung der Aufsicht über die soziale Krankenversicherung und der diesbezüglichen Schaffung eines separaten Gesetzes ausdrücklich zu. „Investieren“ die Kantone durch entsprechende Massnahmen und Entscheide in die Senkung der Kosten für die Krankenversicherer, soll sich dies auch in den Prämien der Versicherten dieses Kantons widerspiegeln. Mit dem Aufsichtsgesetz erhält das Bundesamt für Gesundheit die erforderlichen Kompetenzen und Instrumente, um dies sicherzustellen. Die Aufsichtsbehörde kann eine Prämien genehmigung verstärkt von der (kantonalen) Kostenentwicklung abhängig machen.

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

2012: Noch offen / nicht abgeschlossen

2013: Noch offen / nicht abgeschlossen: Rückweisung zielt vor allem auf die Verhinderung von zusätzlichen Aufsichtsinstrumenten, welche auch die Zielsetzung der GDK, dass kantonale Prämien den kantonalen Kosten folgen sollen, unterstützen können. Unterstützung des Aufsichtsgesetzes ist daher wichtig.

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.028 Änderung des Kartellgesetzes und BG über die Organisation der Wettbewerbsbehörde	EVD VDK, BPUK, KdK	Direkt, keine	WAK-S: So 12 WAK-N: He 12		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe unten: ...						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: Im Parlament noch nicht behandelt: http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaeft.aspx?gesch_id=20120028						
2013: Der Ständerat hat mit Art. 5 des Kartellgesetzes eine Verschärfung beschlossen, welche aus föderalistischer Sicht bedenklich ist. Sogenannte Arbeitsgemeinschaften ARGE unterstehen einem Teilkartellverbot. Für die kantonalen Vergabebehörden bedeutet dies eine zusätzliche Belastung, und für die öffentlichen Bauherren eine nicht gewollte Einschränkung. Insgesamt ist es ein massiver Eingriff aus föderalistischer Sicht. Das Geschäft liegt bei der WAK-NR und geht 2014 ins Plenum NR.						
12.036 BG über eine Anpassung des DBG und des StHG an die Allgemeinen Bestimmungen des StGB	FDK	Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage	WAK-S: He 12 WAK-N: Wi 12		Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage	Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
<p>2012: Am 02.03.2012 verabschiedete der Bundesrat die Botschaft: Das Verhältnis des Nachsteuer- zum Strafsteuerverfahren wurde nicht verändert (Eine Prüfung forderten die FDK und 16 Kantone) und auf die anstehende umfassende Revision des Steuerstrafrechts verwiesen. Das Anliegen der FDK und von 14 Kantonen, eine bedingte Strafe mit einer Busse bis zu CHF 30'000 zu verbinden, wurde mit einer geringeren Obergrenze von CHF 10'000 berücksichtigt. Die Festlegung einer zweijährigen Frist für die Inkraftsetzung (FDK und 8 Kantone) wurde in der Vorlage nicht übernommen. Die Botschaft erklärt allerdings, dass der Bundesrat dafür besorgt sei, den Kantonen genügend Zeit für die Umsetzung einzuräumen.2</p> <p>2013:</p>						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2013: keine Bemerkungen						
12.044 Aarhus-Konvention. Genehmigung	BPUK, LDK	Mittel	NR 13.09.2012 UREK-S: Wi 12		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Vorlage lässt den Kantonen genügend Spielraum und führt kaum zu Einschränkungen. Dies jedoch nur aufgrund unserer Eingaben noch vor der Vernehmlassung.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
<p>2012: Keinerlei Schwierigkeiten, weil die Vorlage bereits auf aus föderalistischer Sicht gutem Stand war und nicht mehr abgeändert wurde.</p> <p>2013: Das Parlament hat die Vorlage beschlossen. Aus föderalistischer Sicht unbedenklich, alle Anträge der BPUK sind aufgenommen.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.046 StGB und MStG. Änderung des Sanktionenrechts	KKJPD, RK MZF	u.a. Beschränkung der Strafkompeten z der Staatsanwaltschaften bei unbedingten Freiheitsstrafen von 6 auf neu 3 Monate.	RK-S: Fj 13 RK-N: Wi 13		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Bund hat in diesem Bereich Rechtsetzungskompetenz. Inhaltlich ist die KKJPD der Meinung, dass die bisherigen 6 Mte. Strafkompetenz der Staatsanwälte aus Effizienzgründen beibehalten werden sollten. Zudem hat die KKJPD moniert, dass die genannte Änderung nach durchgeführter Vernehmlassung in die Vorlage aufgenommen wurde und sich die KKJPD nicht äussern konnte. Sie hat sich deshalb in einem Schreiben vom 26.9.12 unaufgefordert an die Kommissionen gewandt und eine Anhörung verlangt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Mangelnder Einbezug der Umsetzungsbehörden in einer sehr wichtigen praktischen Frage an der Schnittstelle Strafverfolgung/Justiz!</p> <p>2013: KKJPD wurde am 18.10.13 von der RK-S angehört. Anliegen gemäss Vernehmlassung wurden eingebracht.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
12.057 Genehmigung des Notenaustauschs zwischen der Schweiz und der Europäischen Union betreffen die Übernahme der Verordnung der EU zur Errichtung einer Europäischen Agentur für das Betriebsmanagement von IT-Grosssystemen (Weiterentwicklung des Schengen- und des Dublin/Eurodac-Besitzstands)	<u>KKIPD</u> , KdK	Keine unmittelbaren Auswirkungen auf Kte.	NR 10.09.12 SR 11.12.12	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> Nein Ja
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</i> Für Kantone i.O.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Rückweisung durch NR an den BR. 2013: keine neuen Entwicklungen.</p>						
12.058 Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und Irland	EFD FDK					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Das Abkommen hält sich an OECD-Standard.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>-</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.060 Vereinfachung der Besteuerung der natürlichen Personen und für einen schlanken Staat. Bericht des BR zur Abschreibung der Motionen 07.3607 und 08.3854	<u>FDK</u>	Keine Stellungnahme durch die FDK				
<i>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</i>						
-						
<i>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</i>						
2012: Noch nicht begonnen						
2013: Keine Bemerkungen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.066 Genehmigung des Übereinkommens des Europarats zum Schutz vor sexueller Ausbeutung und sexuellem Missbrauch (Lanzarote-Konvention sowie zu seiner Umsetzung (Änderung StGB))	KKIPD, KdK, SODK, KOKES	Strafbarkeit der Inanspruchnahme sexueller Dienste bei Jugendlichen zw. 16 und 18 Jahren. Strengere Bestimmungen zur Kinderpornografie. Kantone müssen die Bestimmungen vollziehen.	SR 11.12.12		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv. KKJPD ist einverstanden.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: Positiv 2013: Positiv. Konvention mit Bundesbeschluss vom 27.9.13 genehmigt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.068 Volksinitiative „Familieninitiative : Steuerabzüge auch für Eltern, die ihre Kinder selber betreuen“	FDK, SODK	Die Initiative begünstigt ein bestimmtes Familienmodell, schränkt die kantonale Steuerautonomie ein und führte zu erheblichen Einnahmefällen.	abgeschlossen	Die FDK hatte Gelegenheit, die Auswirkungen auf die Steuereinnahmen von Kantonen und Gemeinden in die Botschaft einzubringen.	Keine neue Aufgabe	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die FDK-Plenarversammlung sprach sich am 21. September 2012 für eine ablehnende Abstimmungsempfehlung aus. Eine entsprechende Medienmitteilung, welche die erwarteten Einnahmefälle bei den Kantons- und Gemeindesteuern (unter Annahmen) auf CHF 1 Mrd. beziffert, wurde am 20. November 2012 veröffentlicht. Die Volksinitiative wurde am 24.11.2013 mit 58.5 % Nein und von 18 5/2 Ständen abgelehnt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: . Nach Anhörung der FDK beantragte die WAK-N am 21.01.2013 mit 16 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen, die Initiative Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Der Nationalrat lehnte die Vorlage am 16.04.2013 mit 109 zu 74 Stimmen ab. Die WAK-S lehnte am 30.04.13 die Initiative mit 8:4 Stimmen bei 1 Enthaltung ebenfalls ab. In der Schlussabstimmung vom 21.06.2013 empfahlen NR und SR mit 110:72 bzw. 26:17 Stimmen die Volksinitiative zur Ablehnung. In der Volksabstimmung vom 24.11.2013 wurde die Volksinitiative mit 58.5% abgelehnt. Die Initiative fand lediglich in den Kantonen UR, SZ und AI eine Mehrheit.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.069 BG über die Kompetenz zum Abschluss völkerrechtlicher Verträge von beschränkter Tragweite und über die vorläufige Anwendung völkerrechtlicher Verträge	KdK	Vorläufige Anwendung völkerrechtlicher Verträge	Von beiden Räten behandelt; noch Differenzen	Ja, ordentliche Vernehmlassung	Potentieller Konflikt, wenn Beschluss zur vorläufigen Anwendung eines völkerrechtlichen Vertrags die Zuständigkeiten der Kantone tangiert	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
-						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: noch nicht begonnen						
2013: NR will Vetorecht der APKs, während SR an geltender Rechtslage nichts ändern will. Haltung NR tendenziell föderalismusfreundlicher (wenn auch aus anderen Motiven).						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.074 Schluss mit der MWSt-Diskriminierung des Gastgewerbes! Volksinitiative	FDK	-	Noch nicht begonnen			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Keine Stellungnahme der FDK						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: Noch nicht begonnen 2013: Keine Bemerkungen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.076 Pädophile sollen nicht mehr mit Kindern arbeiten dürfen. Volksinitiative. Änderung des Strafgesetzbuches, des Militärstrafgesetzes und des Jugendstrafgesetzes	<i>EJPD</i> <i>KKIPD,</i> EDK, SODK	Schwierige Umsetzung durch die Kantone.	Volksabstimmung im Mai 2014		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Grundanliegen berechtigt. Schwierigkeiten bei der Umsetzung absehbar. Die in der Vernehmlassung geäusserten Bedenken bestehen weiterhin.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Das Einreichen einer Volksinitiative hat den Handlungsspielraum des Parlaments eingeschränkt.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.079 Aktionsplan „Koordinierte Energieforschung Schweiz“. Massnahmen in den Jahren 2013-2016	EnDK, EDK	Hoch	Noch nicht begonnen	Nein. Die Kantone wurden nicht konsultiert (nur die Hochschulen)	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzlich ist eine zusätzliche Unterstützung der Forschung zu begrüssen. Die bereits bestehenden Kompetenzen und Strukturen sollen dabei genutzt und gestärkt werden. Dass zusätzliche Leistungen der kantonalen Hochschulträger als Bedingung für eine Bundesunterstützung vorausgesetzt werden, ist aus kantonaler Sicht abzulehnen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: Den Anliegen der Kantone wurde Rechnung getragen, soweit dies die Rechtsgrundlagen des Bundes zulassen.</p>						
12.080 Heilmittelgesetz. Änderung	GDK	Mittel	Anhörungen der GDK vor den Kommissionen erfolgt	Ja	Kritisch: <ul style="list-style-type: none"> • Vertrieb von Mengen bis 100 Packungen (art. 9, al. 2 ter) • Klärungsbedarf: kantonale Bewilligungspflicht für die Abgabe (art. 30) <ul style="list-style-type: none"> - Wer ist alles betroffen? - Führt in verschiedenen Kantonen zu höherem Arbeitsanfall 	Kritisch (siehe Spalte 6)

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzliche Zustimmung. Im Rahmen der Revision des Heilmittelgesetzes werden die bestehenden Marktzutrittsbestimmungen kritisch überprüft. Gleichzeitig soll die Sicherheit von Arzneimitteln verbessert und die Transparenz erhöht werden. Die betroffenen Bereiche sind:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Kinderarzneimittel – Synthetische sowie Komplementär- und Phytoarzneimittel – Abgabe von Arzneimitteln und Arzneimittelinformation – Verbesserung der Marktüberwachung – Umgang mit Arzneimitteln (Therapiesicherheit) – Einfuhr von Arzneimitteln – Geldwerte Vorteile 						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: Gesetzesrevision und kritische Punkte noch nicht zu Ende beraten</p>						
12.082 Änderung des Strafgesetzbuches und des Militärstrafgesetzes (Verlängerung der Verfolgungsverjährung)	<u>KKIPD</u>	Vollzug durch die Kantone.	Noch nicht begonnen		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): KKJPD hat zugestimmt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: Kantone haben sich an den parlamentarischen Beratungen nicht beteiligt. Unproblematisch. 2013: Gesetz am 21.6.13 vom Parlament angenommen.</p>						
12.091 Beiträge des Bundes an die Olympischen Winterspiele Schweiz 2022	KdK, EDK, KKJPD, VDK, BPUK, FoDK, KöV, FDK	Moyenne, vu les répercussions financières possibles pour les cantons en particulier.	Noch nicht begonnen		Vu le caractère très général du rapport du Conseil fédéral, il n'est pas possible d'évaluer la mesure dans laquelle ces dispositions constitutionnelles ont été respectées. On pense en particulier aux principes de subsidiarité et d'équivalence fiscale.	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Dans un courrier du 25.10.2012, par lequel elle informait la Confédération qu'elle renonçait, ainsi que les autres conférences, à prendre position, la CdC a également relevé que la procédure choisie (conférence) était „befremdlich“ und „ungenügend“. Or, dans la version française du rapport sur les résultats de la procédure de consultation du 2 novembre 2012, au point 2.1, on pourrait croire que la CdC et les autres conférences consultées ont pris position, vu qu'il y est mentionné qu'elles «<i>ont participé à la procédure de consultation</i>» (p. 3). Dans les versions française et allemande, il ressort également du rapport que le courrier de la CdC a été assimilé à une prise de position (p.3).</p> <p>Quant au chapitre du message du Conseil fédéral synthétisant les résultats de la procédure de consultation, il démontre clairement les limites de la consultation par voie de conférence et constitue un excellent exemple d'interprétation fallacieuse de la volonté des cantons (FF 2012, 8615 ss; cf. pt 1.13, page 8658). Il y est mentionné que «<i>les cantons quant à eux sont majoritairement plutôt en faveur du projet</i>». Or, on constate, à la lecture du tableau de synthèse, en page 4 du rapport du 2 novembre 2012 que ce n'est pas vraiment le cas vu que: 9 cantons étaient favorables au projet, un canton opposé, deux avaient adopté une position contrastée, neutre ou critique sur des détails, et 7 avaient renoncé à prendre position. Sans compter les 7 cantons qui n'ont pas réagi aux sollicitations de la Confédération!</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: les deux Chambres fédérales ont décidé, les 21 mars (CN) et 19 juin 2013 (CE), de ne pas entrer en matière, suite au rejet du projet des citoyens du canton des Grisons, lors de la votation du 3 mars 2013. L'objet est donc liquidé.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.092 KVG. Teilrevision. Vorübergehende Wiedereinführung der bedarfsabhängigen Zulassung	GDK	Gross	Noch nicht begonnen Anhörung SGK-S am 11.2.2013 Abschliessen: 21.6.2013: Bundesgesetz angenommen.		Ja	Vollzugsautonomie gewahrt

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Die Plenarversammlung der GDK unterstützt die vom Bundesrat vorgeschlagene temporäre Wiedereinführung der bedarfsabhängigen Zulassung als Zwischenschritt hin zu einer längerfristigen Regelung zur Steuerung der ambulanten Leistungen.

Die Plenarversammlung der GDK unterstützt (unabhängig einer Übergangslösung) die Fortsetzung der Arbeiten im Hinblick auf eine zukünftige Kompetenz der Kantone zur Zulassungssteuerung, unter Einschluss des Vorschlages FMH/GDK.

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

2012: Noch nicht begonnen.

2013: Abschliessen: 21.6.2013: Bundesgesetz angenommen.

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.095 BG über die Lärmsanierung der Eisenbahnen. Revision	KöV, BPUK	Mittel	Noch nicht begonnen	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
2012: Für die Bevölkerung gibt es eine Verzögerung bei der Lärmsanierung; für die Kantone hat es keine direkten Auswirkungen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2013: Unverändert gegenüber 2012						
12.098 Gegen Masseneinwanderung Volksinitiative	KdK, VDK	Gefährdung des FZA, des bilateralen Ansatzes in den Beziehungen zur EU und damit des erreichten Wohlstandes. Wiedereinführung der Kontingentierung.	Abgeschlossen	Ja		

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Kantone haben am 13. Dezember 2013 Position gegen die Initiative bezogen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2013: Haltung Bundesversammlung identisch mit der Haltung der Kantone</p>						
12.099 Auswirkungen des Betriebs des Flughafens Zürich auf das Hoheitsgebiet der Bundesrepublik Deutschland. Vertrag	KdK, BPUK, VDK	Vernehmlassung 2012; keine Stellungnahme der KdK.	Zustimmung beider Räte am 21.06.2013	Vernehmlassungsfrist viel zu kurz (weit unter 3 Monaten)	NJa	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Keine Bemerkungen (Abkommen von Deutschland noch nicht ratifiziert)</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2013: Keine Bemerkungen</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
12.100 Menschen mit Behinderungen. Übereinkommen	SODK, EDK, KdK, GDK, VDK	Hoch	NR 21.06.13 SR 26.11.13 NR/SR 13.12.13		184 BV (Beziehungen zum Ausland) • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i>	• <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die konkreten Anliegen der SODK/EDK/KdK (interpretative Erklärung bzgl. Art. 24, frühzeitiger Einbezug Staatenberichtsverfahren, Auswirkungen auf kantonale Ressourcen) sind in der Botschaft vom 19. Dezember 2012 nicht oder höchstens unzureichend berücksichtigt. Insbesondere die Ausführungen zu Art. 24 (Bildung) in der Botschaft konnten die bereits verschiedentlich zum Ausdruck gebrachten Befürchtungen der Kantone nicht ausräumen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2012: Noch nicht begonnen						
2013: Der Nationalrat stimmte der Ratifizierung der UN-Behindertenrechtskonvention zu. Am 18.11.2013 wurde die SODK, vertreten durch RR Hansjörg Trachsel und die EDK, vertreten durch Hans Ambühl, auf Wunsch der EDK an eine Anhörung der SGK-SR eingeladen. Die beiden Direktorenkonferenzen konnten sich zur Vorlage äussern und ihre Bedenken bzgl. der Umsetzung des Übereinkommens in den Kantonen anbringen. Das Anliegen, dass die Schweiz zu Art. 24 (Bildung) eine sog. interpretative Erklärung anbringt, wurde von der SGK-SR abgelehnt. Der SR stimmt der Ratifizierung wiederum ohne interpretative Erklärung am 26.11.2013 zu. In der Schlussabstimmung vom 13.12.2013 wurde die Vorlage angenommen.						
12.101 Konsolidierungs- und Aufgabenprüfungspaket.	KdK, FDK, vom KAP betroffene Konferenzen	Vernehmlassung 2012, gemeinsame Stellungnahme der Kantone vom 30.11.2012..	Noch nicht begonnen			

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-----------	-----------------------------	--	--	--	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Mit dem KAP 2014 schlägt der Bundesrat kurzfristig realisierbare Sparmassnahmen vor, die zwischen 2014 bis 2016 zu jährlichen Entlastungen von rund 700 Millionen Franken führen. Die Massnahmen umfassen teilweise Aufgabenverzicht und -reformen, teilweise aber auch Kürzungen und Priorisierungen. Zudem sollen mit dem KAP 2014 die Ausgaben für die Armee in den Jahren 2014 bis 2017 auf insgesamt 18,756 Milliarden Franken plafoniert werden. Gemäss Bundesrat wurde bei der Erarbeitung des KAP 2014 darauf geachtet, den Verbundbereich soweit möglich auszuklammern. Dies ist aus Sicht des Bundesrates gut gelungen. Er geht von einer maximalen Mehrbelastung für die Kantone von rund 10 Millionen Franken aus, sofern die Kantone die wegfallenden Bundesmittel vollumfänglich durch eigene Gelder ersetzen. Aufgrund der gemeinsamen Stellungnahme der Kantone verzichtete der Bundesrat gegenüber der Anhörungsvorlage auf zwei Massnahmen im Landwirtschaftsbereich im Umfang von 1,5 Millionen Franken.

Das KAP 2014 kann aus kantonaler Sicht insgesamt unterstützt werden. Ein gesunder Staatshaushalt als Basis für eine solide Geld- und Währungspolitik stellt eine wesentliche Grundlage für eine prosperierende Volkswirtschaft dar. Gesunde Bundesfinanzen sind deshalb auch im Interesse der Kantone. Lastenabwälzungen auf die Kantone werden weitgehend vermieden. Ganz ausgenommen sind die Kantone nicht. Immerhin hat der Bundesrat bei der Landwirtschaft die Stellungnahme der Kantone berücksichtigt. Beim Schienenverkehr handelte es sich offenbar um ein Missverständnis, da die entsprechende KAP-Massnahme kein Leistungsabbau bedeutet. Auf den von den Kantonen geforderten Verzicht der Kürzungen bei den Universitäten ist der Bundesrat nicht eingetreten. Hier geht es um jährlich rund 7 Millionen Franken in den Jahren 2014-2016. Das Anliegen ist allenfalls in die parlamentarische Debatte einzubringen.

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-----------	-----------------------------	--	--	--	--

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

2012: Noch nicht begonnen

2013: In der Sommersession 2013 beschloss der Nationalrat mit 105 zu 72 Stimmen und 2 Enthaltungen, das KAP 2014 an den Bundesrat zurückzuweisen. Nach Auffassung des Nationalrates sollte der Bundesrat nochmals über die Bücher. Anders als der Nationalrat wollte der Ständerat das KAP 2014 beraten. In der Herbstsession 2013 hat er einstimmig gegen die Rückweisung gestimmt. In der Debatte wurde wenig Verständnis für das Verhalten des Nationalrates geäussert. Der Ständerat sieht grosse Belastungen auf den Bundeshaushalt zukommen und hält eine Auseinandersetzung des Parlaments mit der Frage, auf welche Aufgaben verzichtet werden kann oder muss und wo Prioritäten gesetzt werden sollten, für unabdingbar. Somit ging das Geschäft zurück an den Nationalrat, der in der Wintersession 2013 mit 112 gegen 70 Stimmen an seiner Rückweisung festhielt.

Damit ist das KAP 2014 definitiv gescheitert. Verbunden mit der Rückweisung hat der Nationalrat den Bundesrat beauftragt, ein neues Sparpaket auszuarbeiten und dabei verschiedene Szenarien ausarbeiten. Einerseits ist eine erhebliche Kürzung auf der Aufgabenseite vorzusehen, andererseits einnahmeseitige Massnahmen oder der Verzicht auf geplante Steuersenkungen. Die zwei unterschiedlichen Stossrichtungen zeigen diametral entgegengesetzte Vorstellungen zur Konsolidierung des Bundeshaushalts auf. Immerhin hat der Bundesrat gemäss Nationalrat zu beachten, dass bei allen Varianten die Entlastungswirkungen keine Massnahmen enthalten, bei welchen es zu Aufgabenverschiebungen an die Kantone kommt.

Gemäss Finanzplanung wären die geplanten Überschüsse für die Jahre 2015-2017 nur mit den KAP-Massnahmen erreichbar gewesen und gemäss EFD stehen ohne KAP 2014 strukturelle Defizite von bis zu 300 Millionen Franken an. Der Bundesrat wird also nicht darum herum kommen, im nächsten Jahr neue Sparmassnahmen zur Diskussion zu stellen, die für die Kantone mit neuen finanzpolitischen Unsicherheiten und allenfalls Risiken verbunden sind. Die Entwicklung ist also weiterhin sehr aufmerksam zu verfolgen.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.400 Pa.lv. Freigabe der Investitionen in erneuerbare Energien ohne Bestrafung der Grossverbraucher (UREK-N)	UREK-N EnDK, BPUK	Haute	Adopté en juin 2013		Die verfassungsrechtliche Begründung der KEV erachten wir als problematisch. Der Energieartikel in der Bundesverfassung (Art. 89 BV) bietet keine Grundlage für die Erhebung eines Netzzuschlages. Die Abstützung der KEV ausschliesslich auf den Umweltschutzartikel (Art. 74 BV) ist ebenfalls prekär. Die Förderung der erneuerbaren Energien kann nur bis zu einem gewissen Grade mit dem Beitrag zur Reduktion der Umweltbelastung begründet werden.	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzlich erachten wir es als problematisch, dass kurz vor einer Gesamtrevision eines Gesetzes (Energiestrategie 20250) an diesem noch substanzielle Änderungen in einem kurzfristig anberaumten Verfahren vorgenommen werden. Damit kann die Gestaltungsfreiheit des Gesetzgebers eingeschränkt und die Totalrevision in einzelnen Punkten präjudiziert werden.</p> <p>Die KEV an sich bleibt vorderhand zur Förderung von erneuerbaren Energien notwendig. Die Ausgestaltung des Förderinstrumentes ist aber umstritten. Mit dem Ziel, die Kosten für den Bezug von Elektrizität möglichst günstig zu halten, ist darauf zu achten, dass primär Technologien gefördert werden, die eine günstige Stromproduktion unterstützen und möglichst nahe an einer selbständigen Marktfähigkeit liegen. Wir erachten es deshalb als richtig, dass weiter an Förderbeschränkungen festgehalten wird.</p> <p>Immerhin sind als Folge der Regelung mit zahlreichen Unternehmen Vereinbarungen über Effizienzprogramme abzuschliessen und diese auch zu überwachen. Es wird zu prüfen sein, in wie weit der Vollzug der unterschiedlichen Vereinbarungen über Effizienzprogramme durch eine geeignete Vollzugsorganisation zwischen Bund und Kantonen optimiert werden kann.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Keine Bemerkungen</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.013 Grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit. Abkommen mit Österreich und dem Fürstentum Liechtenstein	<u>EJPD</u> <u>KKJPD</u>	Verbesserung der Amts- und Rechtshilfe; Vereinfachung der Zusammenarbeit mit den kantonalen Polizeibehörden.	Behandelt vom Ständerat.	Ja	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv. Kantone waren beim Aushandeln des Abkommens beteiligt. Ergebnis zufrieden stellend.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch. Kantone waren nicht beteiligt.						
13.017 Im Ausland erbrachte private Sicherheitsdienstleistungen. Bundesgesetz	<u>KKJPD</u>	Bund ist für Umsetzung und Strafverfolgung zuständig. Kantone nur i.R. der Amtshilfe betroffen.	Gesetz mit Schlussabstimmung vom 27.9.13 angenommen.		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv. Entspricht der Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.</p>						
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Positiv. Die Vorlage ist abgestimmt auf die innerstaatlichen Regelungen der Kantone bei der Zulassung von Sicherheitsunternehmen.</p>						
13.019 Strategie Bevölkerungsschutz und Zivilschutz 2015+	VBS RK MZF, KKJPD, GDK	Ja, sehr hoch	Kenntnisnahme	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • -
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Paritätische Projektgruppen zur Umsetzung der Teilprojekte Bevölkerungsschutz und Zivilschutz eingesetzt. Gute Zusammenarbeit zwischen den Vertretern des Bundes und der Kantone.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: -</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.025 BG betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	EJPD KKJPD	Es geht um die zulässigen Instrumente für die Strafverfolgungsbehörden der Kantone; von hoher Bedeutung für die Strafverfolgung.	Vom Ständerat behandelt		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv, falls es bei der Fassung des SR bleibt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die KKJPD wurde zur Vorlage angehört. Es zeichnen sich Differenzen zwischen SR und NR zur Frage der Gebühren für Fernmeldediensteanbieter ab. Der Ständerat ist der KKJPD gefolgt, der NR wird die Vorlage 2014 nochmals behandeln. Die übrigen Punkte der Vorlage werden bis auf Details begrüsst.						
13.026 Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetz. Änderung	VBS RK MZF	Ja	Hängig		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Gut - mit entsprechend grossem zeitlichen Druck						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Beratungen noch hängig						
13.027 AVIG. Deplafonierung des Solidaritätsprozents	WBF SODK , VDK, FDK	Gering	Erledigt		Erfüllt	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Entschuldung der ALV wird beschleunigt und die Vorlage stärkt den Solidaritätsaspekt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine Bemerkungen (Behandlung fand in der SS und HS statt, Vorlage tritt auf den 1.1.2014 in Kraft)						
13.029 Teilrevision des Transplantationsgesetzes	EDI GDK	Klein	Abgeschlossen		Ja	

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Gut. Ausser: Nicht aufgegriffen (vom Bundesrat und Parlament) wurde die bereits in der Vernehmlassungsstellungnahme der GDK eingebrachte Forderung, dass die Revision dafür benutzt werden soll-te, die Finanzierung der Rekrutierungskosten von SpenderInnen durch lokale, regionale und nationale Koordinatoren und Koordinationsstrukturen endlich klar zu regeln.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Siehe oben</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.030 Teilrevision BG über die Ausländerinnen und Ausländer (Integrationskapitel und Spezialgesetze)	EJPD KdK, EDK, SODK, KKJPD, GDK, VDK	Gross, da die Umsetzung der Integrationspolitik und die konkreten Integrationsmassnahmen vor Ort greifen, d.h. in den Kantonen und Gemeinden	SR hat die Vorlage als Erstrat am 11.12.2013 verabschiedet		Subsidiarität/Verfassungsgrundlage: i.O. Fiskalische Äquivalenz: Am 13. Dezember 2013 haben die Eidgenössischen Räte im Rahmen der Schlussabstimmung zum Voranschlag 2014 und dem Finanzplan 2015-2017 auch den Integrationskredit des Bundes bewilligt. Die über den AuG-Kredit finanzierten Integrationsmassnahmen werden somit künftig von Bund und Kantone/Gemeinden im Verhältnis 1:1 kofinanziert. Differenzen gibt es im „fremdenpolizeilichen“ Bereich: Über das AuG macht der Bund hier Vorschriften, die auf kantonaler Ebene oftmals den Vollzugaufwand erheblich erhöhen (z.B. Prüfung der Integration bei Erteilung und Verlängerung von Bewilligungen). Eigenständigkeit: Integrationspolitik ist eine Verbundaufgabe, das revidierte AuG trägt dieser Tatsache Rechnung. Bund und Kantone einigen sich gemeinsam auf Förderbereiche und strategische Ziele. Der Bund belässt den Kantonen in der Umsetzung grosse Gestaltungsfreiheit und trägt den kantonalen Besonderheiten Rechnung. In diesem Sinne schliesst der Bund für den Bereich der spezifischen Integrationsförderung mit jedem Kanton Programmvereinbarungen ab.	Im Integrationsförderbereich sind Programmvereinbarungen vorgesehen, die sich in der Regel über vier Jahre erstrecken und die im Wesentlichen die gemeinsam zu erreichenden strategischen Programmziele festlegen. Diese Programmziele betreffen die Strategie auf Stufe Umsetzung des Bundesrechts, erstrecken sich jedoch nicht auf die operationelle Erreichung der vereinbarten Ziele. Die operationelle Verantwortung bleibt jederzeit den Kantonen vorbehalten.

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Vorlage wird von den Kantonen begrüsst. Mit dieser Revision kann die Verbindlichkeit in der Integration massgeblich erhöht werden. Die Vorlage orientiert sich am gemeinsam von Bundesrat und Kantonen entwickelten Verständnis der Integrationspolitik. Der Bundesrat ist bereits in der Vernehmlassung auf wichtige Anliegen der Kantone eingegangen und hat z.B. auf die flächendeckende Einführung von Integrationsvereinbarungen verzichtet.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2013: Die staatspolitische Kommission des Ständerates hat nach Anhörung der Kantone wichtige Änderungen an der Vorlage vorgenommen. Zudem änderte sie die Vorlage des Bundesrates in einem wesentlichen Punkt ab: Der Bundesrat wollte einen Rechtsanspruch auf eine Niederlassungsbewilligung einführen für jene, die integriert sind und zehn Jahre in der Schweiz gelebt haben. Der Ständerat will an der bisherigen Regelung festhalten, wonach die Niederlassungsbewilligung nach 10 Jahren erteilt werden kann, aber nicht automatisch erteilt werden muss.</p> <p>Im Ständerat hatte der von den Kantonen unterstützte Minderheitsantrag auf Streichung von Artikel 33 Absatz 4 keine Chance. Der Bundesrat und der Ständerat wollen daran festhalten, dass bei der Erteilung und Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung für die Festlegung der Gültigkeitsdauer jeweils die Integration des Gestuchstellers überprüft werden müsse. Die Kantone haben sich dagegen gewehrt, diese Prüfung künftig systematisch durchführen zu müssen. Die Aussagen von Justizministerin Sommaruga in der Debatte waren in diesem Punkt sehr widersprüchlich: Einerseits erklärte Bundesrätin Sommaruga, dass mit dieser Bestimmung nicht eine automatische flächendeckende Überprüfung in jedem einzelnen Fall gemeint sei. Gleichzeitig betonte Bundesrätin Sommaruga aber, dass diese Bestimmung bezwecke, dass man im Moment, wo Bewilligungen erteilt oder verlängert werden, jeweils genau hinschauen müsse.</p> <p>Vor diesem Hintergrund ist davon auszugehen, dass die Kantone in diesem Bereich auch weiterhin einen gewissen Ermessensspielraum haben.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.031 Teilrevision des BG über die Ausländerinnen und Ausländer bezüglich der Sanktionen gegen Transportunternehmen („carrier sanctions“) und des Informationssystems über die Angaben der beförderten Personen	<i>EJPD</i> <u>KKJPD</u>	Bund finanziert kantonale Administrativh aftplätze; unterstützt den Vollzug von Wegweisungen im Asyl- und Ausländerbereich	Noch nicht begonnen.		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die KKJPD hat im Rahmen der Vernehmlassung gefordert, dass die Haftplätze vom Bund vollständig finanziert werden, wenn die Bedingungen des Bundes erfüllt sind. Die Forderung wurde bisher nicht erfüllt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Noch nicht begonnen</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.032 Genehmigung und Umsetzung des Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Abkommen mit den Vereinigten Staaten	EFD FDK , KdK	vgl. Erhebungsblatt vom 04.03.2013	Erledigt		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Zirkulationsbeschluss der FDK-Plenarversammlung vom 01.03.13 zur Vernehmlassungsvorlage; 24 Kantone liessen sich zur Vorlage vernehmen, 11 davon schlossen sich der Stellungnahme der FDK an, kein Kanton wandte sich gegen die Vorlage, zwei Kantone enthielten sich jedoch einer materiellen Stellungnahme.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Keine Bemerkungen</p>						
13.034 Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz. Nagoya-Protokoll	UVEK BPUK KdK, FoDK, LDK, VDK	Tief	Beschluss Ständerat		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	-

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Kantone sind kaum betroffen, die BPUK hat sich an der Vernehmlassung denn auch nicht beteiligt. Das Nagoya-Protokoll regelt die Verwendung von genetischen Ressourcen, die beispielsweise die Pharma-, Kosmetik- oder Biotechindustrie sowie die Landwirtschaft und Forschung nutzen. Das Protokoll soll dafür sorgen, dass Länder, aus denen Pflanzen- oder Tierressourcen stammen, bei der Vermarktung - etwa von Medikamenten - angemessen an den Vorteilen beteiligt werden. Bei diesen Änderungen handelt es sich vor allem um eine neue Sorgfaltspflicht, die eine neue Stelle beim Bundesamt für Umwelt überprüfen muss. Demnach müssen Organisationen, die auf genetisches Material zurückgreifen, eine ausgewogene und gerechte Aufteilung der erzielten Vorteile mit dem Herkunftsland vereinbaren</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Keinerlei Bedenken.</p>						
13.036 Grundversorgung. Allgemeine Verfassungsbestimmung	EJPD KdK					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013: Keine Stellungnahme der KdK</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2013: Noch nicht begonnen</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
13.037 Soziale Sicherheit. Abkommen mit den USA	<u>EDI</u> <u>SODK</u> , KdK				<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Dieses Geschäft ist in der SODK nicht behandelt worden.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.038 Weiterbildungsgesetz	<u>EVD</u> <u>EDK</u> , VDK, SODK	Mittel			Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe unten (Vernehmlassungsvorlage)						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine Bemerkungen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.045 Bau und Finanzierung eines 4-Meter-Korridors auf den Zulaufstrecken zur NEAT am Gotthard	UVEK BPUK , KöV	Mittel	Von beiden Räten behandelt, kleine Differenz, so dass es an den SR geht		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Vorlage ist für die KöV und BPUK zu unterstützen. Alle Anträge in der Vernehmlassung wurden im Wesentlichen angenommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keinerlei föderalistische Bedenken.						
13.048 Änderung BG über Radio und Fernsehen	UVEK FDK , VDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Das von der FDK bekämpfte Inkasso der Radio- und Fernsehgebühren über die kantonalen Steuerverwaltungen fand keinen Eingang in die Vorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.051 Präimplantationsdiagnostik. Änderung BV und Fortpflanzungsmedizinengesetz	<i>EDI</i> <u><i>GDK</i></u>	Gering	In Kommissionsberatung		Ja <ul style="list-style-type: none">• Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)• Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)• Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)• Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)	Ja <ul style="list-style-type: none">• Programmvereinbarung vorgesehen?• Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Beratungen noch pendent						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: -						
13.055 Ökologische Steuerreform. Bericht des Bundesrates zur Abschreibung der Motion 06.3190	<i>EFD</i> <u><i>FDK</i></u>					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Keine Bemerkungen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.056 StGB und MStG. Ausschaffung krimineller Ausländer	EJPD KKIPD SODK	Kantone vollziehen das Gesetz.	Noch nicht behandelt		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Noch nicht begonnen.						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.057 Schluss mit den Steuerprivilegien für Millionäre (Abschaffung der Pauschalbesteuerung). Volksinitiative	EFD FDK	Die Aufwandbesteuerung ist ein volks- und regionalwirtschaftlich nützliches Instrument der Steuerpolitik und Ausdruck der kantonalen Steuerhoheit.	Die WAK-S empfahl am 07.11.2013 die Volksinitiative (13.057) mit 9 zu 2 Stimmen abzulehnen.	Bei dieser Volksinitiative nicht nötig, da der Bundesverwaltung und dem Bundesrat die Position der FDK ohnehin bekannt war.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Volksinitiative schafft Verfassungsgrundlage • Nein • Nein 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Nein (Abschaffung der Aufwandbesteuerung in allen Kantonen)
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die FDK lehnt in Übereinstimmung mit dem Bundesrat die Volksinitiative zur Abschaffung der Aufwandbesteuerung ab. Die am 28. September 2012 von den eidgenössischen Räten verabschiedete Verschärfung der Aufwandbesteuerung, welche massgeblich einem Vorschlag der FDK entspricht, dient dazu, dieses volkswirtschaftlich bedeutsame Instrument zielgerichteter einzusetzen und dessen Transparenz zu erhöhen. Die kantonal unterschiedliche Nutzung der Aufwandbesteuerung ist ein Zeichen eines funktionierenden Föderalismus, den es zu wahren gilt. Eine schweizweite Abschaffung der Aufwandbesteuerung, wie sie die Initiative fordert, verkennt die Vorteile der soeben beschlossenen Reform und schüttet das Kind mit dem Bade aus.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
13.058 Stipendieninitiativ e und Totalrevision des Ausbildungsbeitragsgesetzes	WBF EDK, KdK, FDK	Hoch			Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Für die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen (Stipendien oder Darlehen) sind die Kantone zuständig. Der Bund unterstützt sie für ihre Leistungen an Studierende der Hochschulen oder der höheren Berufsbildung. Die Totalrevision des Ausbildungsbeitragswesens erfolgt im Rahmen der verfassungsmässigen Zuständigkeiten und respektiert die Neugestaltung des Finanzausgleichs sowie die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen. Gegenstand und Geltungsbereich des Gesetzes bleiben unverändert. Das Ausbildungsbeitragsgesetz bezieht sich weiterhin ausschliesslich auf die Tertiärstufe. Der schlanke Gesetzesentwurf hält fest, dass künftig nur noch diejenigen Kantone Anspruch auf Gewährung von Bundesbeiträgen im Rahmen des Ausbildungsbeitragsgesetzes haben, welche die für die Tertiärstufe relevanten Harmonisierungsbestimmungen des Stipendienkonkordats vom 18. Juni 2009 erfüllen. Im Konkordat sind - wie vom VSS gefordert - gesamtschweizerische Grundsätze und Mindeststandards für die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen für Ausbildungen auf der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe festgelegt. Dieses Vorgehen wird den von den Kantonen in Gang gesetzten Stipendienharmonisierungsprozess beschleunigen. In der Vorlage verzichtet der Bundesrat darauf, Aussagen bezüglich der Höhe der Stipendien zu machen. Die Ausrichtung der Bundessubventionen nach kantonaler Wohnbevölkerung behält er bei</p> <p>.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>-</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.059 Änderungen Gewässerschutzgesetz (Verursachergerechte Finanzierung der Elimination von Spurenstoffen im Abwasser)	UVEK BPUK , FoDK, JDK	Hoch	Noch nicht behandelt		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Die Anträge der BPUK wurden im Vernehmlassungsverfahren im Wesentlichen angenommen, so dass die Kantone hinter der Vorlage stehen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: (noch nicht begonnen)</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.061 Bankgeheimnis. Gleich lange Spiesse. Bericht des Bundesrates zur Abschreibung der Motion 09.3 147	<i>EFD</i> <u>FDK</u>				<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Keine Bemerkungen						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.062 Zusatzprotokoll von Nagoya/Kuala Lumpur. Biologische Sicherheit. Haftung und Wiedergutmachung	<i>UVEK</i> <u>BPUK</u>	Tief	Im Plenum noch nicht behandelt, BR hat Botschaft eingereicht	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Wir sehen keine Beeinträchtigung der föderalistischen Kompetenzen und haben nicht Stellung genommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.064 Bundesgesetz über die Zuständigkeiten im Bereich des zivilen Nachrichtendienstes. Änderung	VBS KKJPD, RK MZF	Gering. Es geht v.a. um Rechtsgrundlagen für die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten des Bundes im Ausland.	Behandelt vom Ständerat		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Unproblematisch. KKJPD hat nicht Stellung genommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Offen.						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.068 Personenbeförderungsgesetz (Fanzüge) Änderung	UVEK KKJPD, KöV	Betrifft den Umgang mit problematischen Fussball- und Eishockeyfans. Betrifft die Kantone stark	Im Plenum Erstrat (NR) noch nicht behandelt. KVF-N empfiehlt Nichteintreten ..		Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Siehe Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: KVF-N beantragt dem Plenum entgegen der Haltung der KKJPD, die angehört wurde, Nichteintreten auf die Vorlage. Aus föderalistischer Sicht unproblematisch, aus inhaltlicher Sicht problematisch.						
13.070 Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Staaten und den zentralamerikanischen Staaten (Costa Rica und Panama). Genehmigung	WBF KdK, VDK, LDK	Verpflichtungen in den Bereichen Dienstleistungen und öffentliches Beschaffungswesen	Noch nicht behandelt	Nein; keine Konsultation zu Verhandlungsergebnis	Ja	

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Problematik, dass FHAs im Prinzip nicht dem fakultativen Staatsvertragsreferendum unterstehen und der Bund deshalb auf eine Vernehmlassung verzichtet.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
N/A						
13.071 Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und China	WBF KdK , VDK, LDK	Verpflichtungen in den Bereichen Dienstleistungen, öffentliches Beschaffungswesen und Erteilung Arbeits- und Aufenthaltsbewilligungen.	Zustimmung NR am 10.12.2013	Nein; keine Konsultation zum Verhandlungsergebnis	Ja	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Problematik, dass FHAs im Prinzip nicht dem fakultativen Staatsvertragsreferendum unterstehen und der Bund deshalb auf eine Vernehmlassung verzichtet.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
N/A						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
13.073 Doppelbesteuerung. Abkommen mit Frankreich	EFD FDK, VDK	Das Abkommen betrifft mit der Erbschaftsteuer eine Kantonskompetenz		Zwar gab es fachtechnische Experten aus Kantonen in der Verhandlungsdelegation, aber die Konsultationsfristen in 2012 lagen jeweils unter 5 Arbeitstagen.	Keine neue Aufgabe. Das neue Abkommen soll eine alte Fassung aus dem Jahr 1953 ersetzen.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Auffassung, dass das in den Verhandlungen erzielte Resultat zwar deutlich schlechter als das geltende Abkommen, jedoch einem vertragslosen Zustand vorzuziehen sei, wurde von der FDK vertreten. Die Westschweizer FDK (CLDF) sprach sich gegen das Abkommen aus.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die WAK-N befasste sich am 28. Und 29. Oktober 2013 mit der Vorlage. Von Seiten der FDK wurden Präsident Peter Hegglin und Vizepräsident und CLDF-Präsident Maurice Tornay angehört. Die Kommission beantragte mit 15 zu 7 Stimmen bei 3 Enthaltungen Nichteintreten auf den Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens. Der Nationalrat folgte am 12.12.2013 seiner Kommission mit 122 zu 53 Stimmen bei 11 Enthaltungen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.074 Energiestrategie 2050, erstes Massnahmenpaket. Für den geordneten Ausstieg aus der Atomenergie (Atomausstiegsinitiative). Volksinitiative	UVEK EnDK, KdK, VDK, FDK, BPUK, FoDK	Haute	Pas encore traité au sein du premier Conseil (national) En cours de discussion dans la CEATE-N	Procédure de consultation lancée fin 2012. Message approuvé par le CF en septembre 2013.	Le Conseil fédéral propose un changement du système mis en œuvre par les cantons pour l'encouragement de l'efficacité énergétique dans les bâtiments (actuellement financé par l'affectation partielle de la taxe sur le CO2 et, en partie, par les cantons). L'EnDK est d'avis que le nouveau système proposé viole la Constitution fédérale car il est contraire à l'autonomie organisationnelle des cantons selon l'art. 47 Cst et outrepassé la compétence limitée aux principes accordée à la Confédération selon l'art. 89 Cst. De plus, le mécanisme proposé exige un cofinancement des cantons exagéré compte tenu de la pression croissante sur les finances cantonales.	<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Le message adopté par le Conseil fédéral sur la stratégie énergétique 2050 a fait l'objet de modifications significatives en comparaison au projet de consultation. Une grande partie des demandes adressées par les cantons dans le cadre de la consultation a été entièrement ou partiellement prise en compte. Certains points importants restent toutefois problématiques, avant tout concernant le système d'encouragement dans le domaine des bâtiments, mais également des points de vue de l'aménagement du territoire et de l'encouragement des énergies renouvelables. Avec ces différences, des questions fondamentales liées au fédéralisme sont touchées. Les cantons sont également concernés en tant que copropriétaires d'entreprises d'approvisionnement en électricité (EAE) importantes et en tant que coresponsables pour la sécurité de l'approvisionnement. Les cantons se prononcent en faveur de conditions-cadres proches du marché.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Premières délibérations prévues en 2014.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
13.074 Energiestrategie 2050, erstes Massnahmenpaket. Für den geordneten Ausstieg aus der Atomenergie (Atomausstiegsinitiative). Volksinitiative	UVEK KdK, VDK, EnDK, FDK, BPUK, FoDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Stossrichtung der Energiestrategie 2050 können grundsätzlich geteilt werden. Der Bundesrat hat die Anliegen der Kantone aus der Vernehmlassung ganz oder teilweise berücksichtigt. In zwei Bereichen, Energieeffizienz von Gebäuden und raumplanerische Sicherung der Potenziale an erneuerbaren Energien, in denen die Zuständigkeiten weitgehend bei den Kantonen liegen, bleiben teilweise erhebliche Differenzen bestehen. Bei der Förderung der Energieeffizienz in Gebäuden schlägt der Bundesrat einen Systemwechsel vor, der die Organisationsautonomie der Kantone nach Art. 47 BV verletzt und über die Grundsatzkompetenz des Bundes nach Art. 89 BV greift. Bei der raumplanerischen Sicherung der erneuerbaren Energiepotenziale darf vom bestehenden Raumplanungsrecht nur soweit wie nötig abgewichen werden, um die spezifischen energiepolitischen Voraussetzungen berücksichtigen zu können. Grundsätzlich sind aber die föderalistischen Zuständigkeiten auch in der Raumordnung zu beachten. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Verpflichtung von EVU's, die Effizienz des Stromverbrauchs bei den Endverbrauchern stetig zu steigern, ist abzulehnen weil sie einem zu weitgehenden Markteingriff gleichkommt. Schliesslich ist darauf zu achten, dass die Förderung der erneuerbaren Energien zurückhaltend bleibt. Die vorgeschlagene Höhe des maximalen Netzzuschlags ist deshalb kritisch zu hinterfragen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2013: Noch nicht begonnen						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.076 Bundesgesetz über Bauprodukte	EFD BPUK , KdK	Hoch	SR beschlossen, nun im NR hängig		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	- -
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
In der Vernehmlassungsvorlage bestand Korrekturbedarf, um die kantonale Autonomie im Baurecht und die Organisationsautonomie aufrechtzuerhalten. Die Anträge der BPUK wurden im Wesentlichen angenommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Das Geschäft ist im Ständerat ganz in unserem Sinne beschlossen worden, d.h. die föderalistischen Anliegen sind voll berücksichtigt.						
13.077 Bundesgesetz über den Strassentransitverkehr. Sanierung des Gotthard-Strassentunnels	UVEK BPUK	Hoch	In der KVF-SR fand eine erste Diskussion statt.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	- -
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Vorlage ist aus föderalistischer Sicht zu begrüssen. Alle Anträge der BPUK in der Vernehmlassung wurden im Wesentlichen angenommen.						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Es fand 2013 erst eine erste Diskussion in der KVF-SR statt, zu der die BPUK eingeladen wurde. Es sind noch keine Aussagen möglich.</p>						
13.079 Für eine öffentliche Krankenkasse. Volksinitiative	EDI GDK	Ordnungs- und wettbewerbpolitische Frage; Anzahl der KK hat Einfluss auf Grösse des Versichertenkollektivs in einem Kanton und die Reservebestimmungen	Von beiden Kammern Stimmbeteiligung zur Ablehnung empfohlen Abstimmungstermin Herbst 2014		Ja Nach wie vor kantonale / regionale Prämien vorgesehen	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Plenarversammlung der GDK lehnt Initiative [und den vom Parlament zwischenzeitlich zur Diskussion stehenden indirekten Gegenvorschlag] ab. Die Vorlage wird aber von einer starken Minderheit unterstützt.</p> <p>Die Verfeinerung des Risikoausgleichs wird hingegen innerhalb der GDK unterstützt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Siehe oben</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.080 KVG. Risikoausgleich; Trennung von Grund- und Zusatzversicherung	<u>EDI</u> <u>GDK</u>	Ja, kann zu Kostendämpfung im Krankenversicherungsbereich (Kantone Mitfinanzierer) beitragen	SGK-S: 10.2.2014		Ja, Bund ist für die Krankenversicherungsgesetzgebung zuständig. <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Verfeinerung Risikoausgleich unbestritten.: Verminderung von Risikoselektion und Förderung der Anreize für die Versicherer, effiziente und effektive Versorgungsstrukturen für chronisch kranke Menschen zu unterstützen → Wettbewerb verstärkt zu Qualität statt zu „guten Risiken“ → führt zu Kostendämpfung, die auch den Kantonen zu Gute kommen.</p> <p>Trennung Grund- und Zusatzversicherung in der GDK umstritten. Erhöhte Transparenz zum Preis erhöhter administrativem Aufwand.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Dient der Verbesserung des heutigen Krankenversicherungssystems, auch im Sinne der für die Versorgung verantwortlichen Kantone.</p>						
13.083 Steueramtshilfegesetz. Änderung	<u>EFD</u> <u>FDK</u>, KdK	vgl. Erhebungsblatt vom 07.10.2013.				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Der Bundesrat verabschiedete am 16.10.2013 die Botschaft, welche mit Ausnahme des Ausschluss der Amtshilfe aufgrund von gestohlenen Daten am Inhalt der Vernehmlassungsvorlage festhält.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die WAK-N trat am 28./29.10.2013 auf die Vorlage ein. Es wurde ein Antrag auf Präzisierung der Gruppensuchen mit 11 zu 11 bei 1 Enthaltung und Stichentscheid des Präsidenten angenommen. Bezüglich Notifikationspflicht modifizierte die WAK-N die Regelung, dass die betroffenen Personen ausnahmsweise nach der Übermittlung der Informationen informiert werden, falls die vorgängige Information sowohl den Zweck der Amtshilfe als auch den Erfolg ihrer Untersuchung vereiteln würde. In der Gesamtabstimmung hat die Kommission die Vorlage mit 18 zu 7 Stimmen angenommen. Der Nationalrat folgte am 12.12.2013 seiner Kommission in der Gesamtabstimmung mit 130 zu 55 Stimmen bei 4 Enthaltungen.						
13.085 Bundesbeschluss Entwurf über die Volksinitiative „Für Ehe und Familie – gegen die Heiratsstrafe	EJPD KKIPD, SODK	Systementscheid Familienbesteuerung	-	Die FDK wurde in der Phase der Ausarbeitung der Botschaft nicht spezifisch konsultiert.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Volksinitiative schafft Verfassungsgrundlage • Ja • Systementscheid wäre auch für die Kantone verbindlich 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Genügend Flexibilität für die Steuer- und Sozialversicherungsrechtliche Umsetzung auf Stufe Bund. Ob kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt wird, kann erst nach Vorliegen der Umsetzungsgesetzgebung beurteilt werden.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Beratung in der FDK am 31.1.2014						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.088 Vernehmlassungsgesetz. Änderung	BK KdK, SSK	Grande (siehe unten)	Noch nicht begonnen		(Siehe unten)	(Siehe unten)

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013 : Selon le Message du 6 novembre 2013 du Conseil fédéral relatif à ce projet, aucune des demandes résumées dans la 2^e partie du formulaire n'a été intégrée dans le projet soumis au Parlement. À l'exception de la suppression de la procédure de consultation sous forme de conférences, qui est à saluer, les éléments dont il a été tenu compte dans le nouveau projet du Conseil fédéral sont d'importance mineure.</p> <p>Pour ces motifs, une audition a été demandée à la CIP-CE.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p><i>noch nicht begonnen-</i></p>						

Tableau VII

Liste des interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2013

Période d'observation:

01.01. – 31.12.2013

Initiatives parlementaires

13.409	Bundesbeschluss über familienergänzende Kinderbetreuung / Arrêté fédéral sur l'accueil extrafamilial pour enfants
13.416	KVG. Gesamtschweizerischer Reservefonds / LAMal. Fonds de réserves fédéral
13.424	Kinderzulagen für alle statt Steuergeschenke für wenige / Allocations pour enfant pour tous au lieu de cadeaux fiscaux pour une minorité
13.440	Bundesbeschluss über das Nationalstrassennetz / Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales
13.451	Weiterführung und Weiterentwicklung der Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung / Poursuivre et développer les aides financières aux structures d'accueil extrafamilial
13.454	Schutz vor Gewalt aus dem nahen sozialen Umfeld / Protection des personnes menacées de violence dans leur environnement social proche
13.455	Anwendung des Gewässerschutzgesetzes. Die örtlichen Gegebenheiten nicht ausser Acht lassen / Application de la loi sur la protection des eaux. Tenir compte de la réalité dans le terrain
13.457	Die Öffentlichkeit des Steuerregisters muss in allen Kantonen garantiert sein / Garantir que le registre des impôts soit public dans tous les cantons
13.469	Gleichstellung aller Lebensgemeinschaften / Garantir l'égalité pour toutes les formes d'union

Postulats

13.3135	Familienpolitik / Politique de la famille
13.3218	Konsequenzen aus der Abstimmung über den Verfassungsartikel zur Familienförderung / Votation sur l'article constitutionnel visant à promouvoir la famille. Conséquences
13.3259	Krippen vergünstigen und den Sektor dynamisieren / Baisser les tarifs des crèches et dynamiser le secteur
13.3289	Unitary Tax. Besteuerung internationaler Konzerne als Einheit / Unitary Tax. Imposer les multinationales comme une unité
13.3366	Betreuungszulagen und Entlastungsmöglichkeiten für pflegende Angehörige / Prévoir des allocations d'assistance et des possibilités de décharge pour les personnes qui prennent soin d'un proche
13.3370	Beabsichtigte Massnahmen zur psychischen Gesundheit in der Schweiz / Mesures envisagées dans le domaine de la santé psychique en Suisse
13.3403	Weiteres tragisches Tötungsdelikt während des Strafvollzugs. Abklärung der Konsequenzen / Exécution des peines. Tirer les conséquences du nouvel homicide
13.3482	Rechtliche Grundlagen für den Steuerpranger / Légaliser la mise au pilori des mauvais contribuables
13.3560	Besteuerung von Zweitwohnungen. Einheitliche gesetzliche Grundlage / Imposition des résidences secondaires. Réglementation uniforme

13.3577	Freigabe von öffentlichen Finanzzahlen als Open Government Data / "Open government data". Libre accès aux données financières publiques
13.3631	Ausdehnung der Quellensteuer auf weitere Personen als Vereinfachung bei der Einkommenssteuer / Simplifier la perception de l'impôt sur le revenu par une extension de l'imposition à la source à d'autres personnes
13.3672	Abklärung religiöser Fragestellungen / Clarifier certaines questions religieuses
13.3820	Umsetzung von Artikel 50 der Bundesverfassung. Erfahrungen / Application de l'article 50 de la Constitution. Evaluation après dix ans
13.3831	Finanzierungsschlüssel für die universitäre Ausbildung zusätzlicher Ärztinnen und Ärzte / Clé de financement pour davantage de places de formation dans les facultés de médecine
13.3835	Umsetzung von Artikel 50 der Bundesverfassung. Erfahrungen / Application de l'article 50 de la Constitution. Evaluation après dix ans
13.3933	Schaffung eines Klima-Ausgleichsfonds für die alpinen Regionen / Création d'un fonds de compensation climatique pour les régions alpines
13.3934	Einbruchdiebstahlprävention steuerlich attraktiver gestalten. Anpassung des Steuerharmonisierungsgesetzes und des Gesetzes über die direkte Bundessteuer / Rendre la prévention des cambriolages plus attrayante fiscalement. Adaptation de la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes et de la loi sur l'impôt fédéral direct
13.3947	Eine Zulage für jedes Kind / Une allocation pour chaque enfant
13.3980	Abbau von bürokratischen Hürden und Vorschriften bei der Kinderbetreuung im ausserfamiliären Bereich / Accueil extrafamilial pour enfants. Eliminer les obstacles et les prescriptions bureaucratiques
13.4010	Rahmengesetz für die Sozialhilfe / Loi-cadre relative à l'aide sociale
13.4169	Besteuerung von Grenzgängern / Imposition des frontaliers

Motions

13.3030	Aktien- und steuerrechtliche Schranken für sehr hohe Vergütungen / Durcir les conditions fiscales et légales applicables aux très hautes rémunérations
13.3083	Sicheres Wohnen. Einmaliges Wahlrecht beim Eigenmietwert / Sécurité du logement. Droit d'option irrévocable quant à la valeur locative
13.3095	Prüfung von Anpassungen des Finanzausgleichs aufgrund der Folgen des Steuerdialogs zwischen der Schweiz und der EU / Conséquences du dialogue fiscal entre la Suisse et l'UE. Examiner les adaptations à apporter à la péréquation financière
13.3137	Pauschalbeiträge an die Kantone für die berufsorientierte Weiterbildung / Forfaits accordés aux cantons pour la formation continue à des fins professionnelles
13.3170	NFA von Grund auf überprüfen / Réexamen détaillé de la RPT
13.3179	KVG-Prämien. Festsetzung eines maximalen Prämienunterschieds in jedem Kanton / Primes LAMal. Fixation d'un écart maximum dans chaque canton
13.3200	Steuerbefreiung von internationalen Organisationen und deren Angestellten / Revoir l'exonération fiscale accordée aux organisations internationales et à leurs employés
13.3213	Gleiche Finanzierung von stationären und ambulanten Spitalleistungen / Même financement pour les prestations en milieu hospitalier et les prestations ambulatoires
13.3278	Die Validierung von Bildungsleistungen ist auch auf der Tertiärstufe erforderlich / La validation des acquis est nécessaire aussi au niveau tertiaire
13.3316	Ruinöse Erbschaftssteuer-Initiative rasch behandeln / Traitement rapide de la ruineuse initiative populaire "Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS"

13.3328	Förderung des beruflichen Wiedereinstiegs dank Bildungsgutscheinen / Bons de formation et réinsertion professionnelle
13.3333	Finanztransaktionssteuer auch in der Schweiz / Introduire également en Suisse la taxe sur les transactions financières
13.3351	Familienergänzungsleistungen als Mittel zur Armutsbekämpfung / Les prestations complémentaires pour les familles. Un moyen de lutter contre la pauvreté
13.3363	Aufgabentrennung zwischen Bund und Kantonen / Séparation des tâches entre la Confédération et les cantons
13.3371	Differenzierte Einzelleistungstarife im KVG / Tarifs à la prestation distincts dans la LAMal
13.3427	Einheitliche Bestimmungen zum Strafvollzug bei gefährlichen Tätern / Criminels dangereux. Unifier l'exécution des peines
13.3431	Einführung eines kantonalen Vaterschaftsurlaubes / Possibilité pour les cantons d'instituer un congé paternité cantonal
13.3466	Steuerabzüge für Aufwendungen im Zusammenhang mit gemeinnütziger Arbeit / Défisicaliser les frais liés aux activités bénévoles
13.3508	Effizienter Straf- und Massnahmenvollzug / Améliorer l'efficacité de l'exécution des peines et des mesures
13.3509	Unterstützung des Strukturwandels infolge der Annahme der Zweitwohnungs-Initiative / Soutien à l'évolution structurelle suite à l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires
13.3535	Mehrwertabgabe zur Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus / Taxe sur la plus-value pour promouvoir les logements d'utilité publique
13.3555	Pauschale Steueranrechnung. Unnötige Nachteile für den Werkplatz Schweiz beseitigen / Revoir les règles applicables à l'imputation forfaitaire d'impôt pour ne plus pénaliser inutilement la Suisse
13.3571	Busstreifen. Mitbenützung durch Reisebusse und Taxis / Voies réservées aux bus. Utilisation par les autocars et les taxis
13.3602	Infrastruktur- und Investitionsfonds / Fonds d'infrastructure et d'investissement
13.3637	Raumplanungsgesetz. Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus durch Ergänzung des Zweckartikels / Loi sur l'aménagement du territoire. Encourager la construction de logements d'utilité publique en complétant l'article concernant les buts
13.3659	Notlösung für die ergänzte Lautsprache / Solution d'urgence pour le langage parlé complété
13.3663	Regionaler Personenverkehr. Sicherstellung der Finanzierung und Harmonisierung des Bestellverfahrens / Transport régional de voyageurs. Garantie du financement et harmonisation de la procédure de commande
13.3667	Steuersystem umbauen. Innovation fördern. Standort Schweiz stärken / Réaménager le système fiscal pour promouvoir l'innovation et renforcer la compétitivité de la Suisse
13.3695	Psychische Gesundheit. Von anderen Ländern lernen / Santé psychique. S'inspirer de l'expérience des autres pays
13.3728	Besteuerung von Provisionen für Grundstücksvermittlungen im interkantonalen Verhältnis. Gleiche Regel für alle / Assujettissement fiscal au niveau intercantonal en matière de courtage immobilier. Une seule règle pour tous les cantons
13.3731	Zentrales Register über Sexual- und Gewaltverbrecher und auch über die zuständigen Richter und Gutachter / Registre central sur les délinquants sexuels ou violents ainsi que sur les juges et les experts
13.3748	AHV. Sicherung des Beitragssubstrats / AVS. Garantir l'assiette des cotisations
13.3790	Vereinfachung der Parkierungsmöglichkeiten für Menschen mit einer Mobilitätsbehinderung / Simplifier les possibilités de parcage pour personnes à mobilité réduite
13.3809	Impfung gegen humane Papilloma-Viren. Schluss mit dem Sonderstatus / Vaccination contre le papillomavirus humain. Fin du statut spécial

13.3852	Faire Behandlung von Differenzen bei der Umrechnung von Fremdwährungen im Steuergesetz / Traitement équitable dans la législation fiscale des écarts de conversion de monnaies étrangères
13.3857	Obsoleter Verrechnungssteuer abschaffen / Abroger l'impôt anticipé bientôt obsolète
13.3874	Investitionsbeihilfen für medizinische Grundversorgungsangebote in peripheren und unterversorgten Regionen / Octroyer des aides à l'investissement aux médecins de premier recours prêts à s'établir dans les régions périphériques ou dans les régions où l'offre de soins de base est moins riche
13.3948	Konkrete Umsetzung, Monitoring und Transparenz der OECD-Verrechnungspreisgrundsätze / Mise en oeuvre concrète, monitoring et transparence des principes de l'OCDE en matière de prix de transfert
13.3949	Unternehmensgründungen durch Steueraufschub für Investoren fördern / Encourager la création d'entreprises par un report d'imposition des investisseurs
13.3988	Finanzielle Sanktionen. Steuerliche Abzugsfähigkeit / Sanctions financières déductibles sur le plan fiscal
13.4016	Keine weitere Erhöhung der Mineralölsteuer. Moratorium / Stop aux augmentations de l'impôt sur les huiles minérales. Moratoire
13.4074	Für eine steuerfreie AHV / Exonérer les rentes AVS
13.4111	Allgemeine Abzüge und Sozialabzüge von im Ausland beschränkt steuerpflichtigen Personen vollständig berücksichtigen / Contribuables imposés partiellement à l'étranger. Prise en compte de la totalité des déductions générales et des déductions sociales
13.4149	Personenfreizügigkeit. Angemessenere Kostenübernahme durch den Bund bei den Kosten für die Arbeitsmarktkontrolle in Grenzregionen / Libre circulation des personnes et contrôle du marché du travail dans les régions frontalières. Compensation plus équitable des coûts par la Confédération
13.4215	Stärkung des Vertragsprimats im KVG / Renforcer le principe de la primauté des contrats dans la LAMal
13.4245	Kohärente Behindertenpolitik / Pour une politique du handicap cohérente
13.4287	Saisonhotellerie stärken / Renforcement de l'hôtellerie saisonnière
13.4297	Schaffung eines nationalen Haftplatzregisters / Création d'un registre national des places de détention
13.4307	Keine Verweigerung der Rückerstattung der Verrechnungssteuer / Ne pas refuser le remboursement de l'impôt anticipé